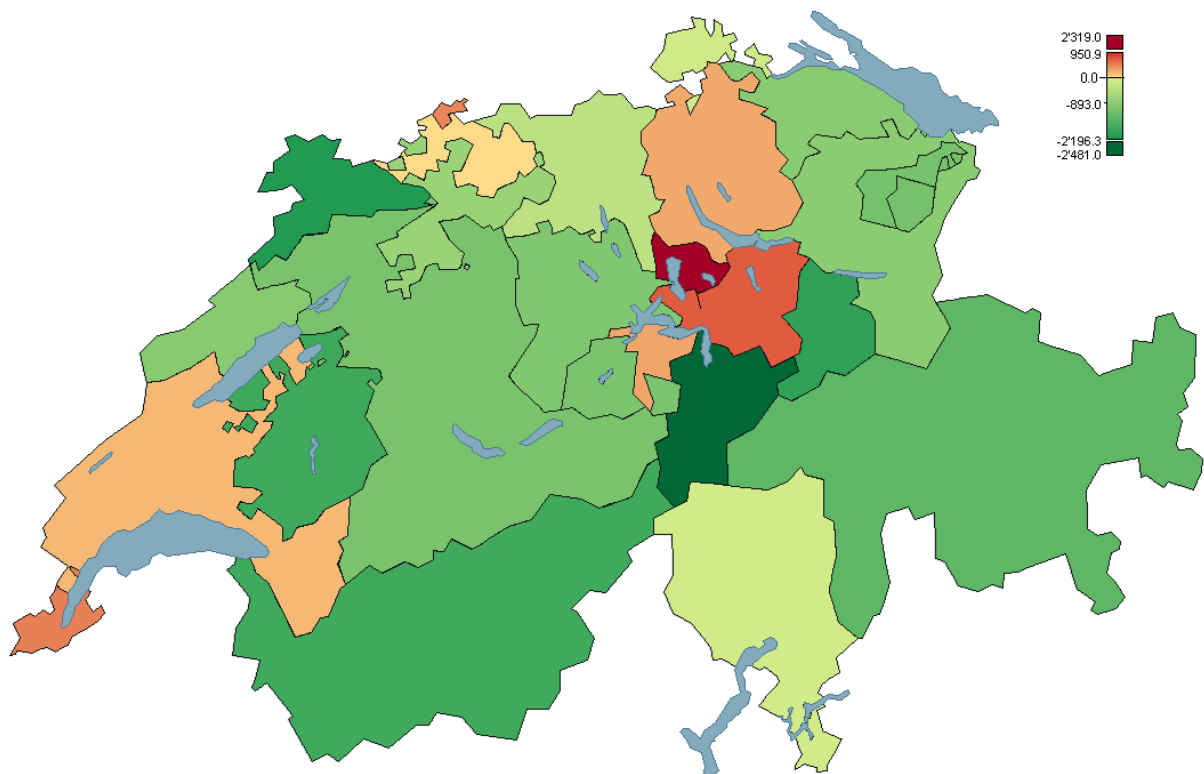




Péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Péréquation des ressources et compensation des charges et des cas de rigueur en 2012



Paiements compensatoires nets en francs par habitant; péréquation financière pour 2012

Berne, le 13 juillet 2011

Tableaux de données (Excel):

www.efv.admin.ch/f/dokumentation/zahlen_fakten/finanzpolitik_grundlagen/finanzausgleich.php

Table des matières

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | Contexte | 3 |
| 1.1 | Bases légales | 3 |
| 1.2 | Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF) | 4 |
| 1.3 | Groupe technique chargé de l'assurance-qualité | 4 |
| 1.4 | Statut du présent rapport | 5 |
| 1.5 | Documents complémentaires sur Internet | 5 |
| 2 | Péréquation des ressources en 2012 | 6 |
| 2.1 | Éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2012 | 6 |
| 2.1.1 | Revenu déterminant des personnes physiques en 2012 | 6 |
| 2.1.2 | Revenus déterminants imposés à la source en 2012 | 9 |
| 2.1.3 | Fortunes déterminantes en 2012 | 12 |
| 2.1.4 | Bénéfices déterminants des personnes morales en 2012 | 14 |
| 2.1.5 | Répartitions fiscales déterminantes en 2012 | 18 |
| 2.2 | Potentiel de ressources et indice des ressources en 2012 | 19 |
| 2.3 | Péréquation des ressources en 2012 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources | 23 |
| 2.4 | Mesures en cas de qualité insuffisante des données | 29 |
| 2.4.1 | Revenus imposés à la source | 29 |
| 2.4.2 | Bénéfices des personnes morales à statut fiscal particulier | 29 |
| 2.4.3 | Vue d'ensemble des mesures | 31 |
| 3 | Compensation des charges en 2012 | 32 |
| 3.1 | Compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques (CCG) | 32 |
| 3.2 | Compensation des charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques (CCS) | 37 |
| 3.2.1 | Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C) | 37 |
| 3.2.2 | Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F) | 40 |
| 3.2.3 | Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques | 43 |
| 4 | Compensation des cas de rigueur en 2012 | 44 |
| 5 | Vue d'ensemble des paiements en 2012 | 45 |
| 6 | Corrections rétroactives des erreurs | 48 |
| | Annexe: rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF) | 49 |

1 Contexte

1.1 Bases légales

La loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC)¹ est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle prévoit à son art. 5, al. 1, que le Parlement fixe pour une période de quatre ans les contributions de base à la péréquation des ressources et à la compensation des charges. La première période de quatre ans s'achèvera le 31 décembre 2011 et la deuxième couvrira les années 2012 à 2015.

Le Parlement a adopté à sa session d'été 2011 les contributions de base des années 2012 à 2015. Il a ainsi suivi la proposition du Conseil fédéral qui, dans son message du 24 novembre 2010², recommandait pour l'année 2012 la reconduction de la péréquation des ressources et de la compensation des charges, en se fondant sur le rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons – 2008 à 2011³ (ci-après rapport sur l'évaluation de l'efficacité). Cette reconduction s'est faite conformément aux règles de la PFCC portant sur les années intermédiaires d'une période de quatre ans, soit l'art. 5, al. 2 pour la péréquation des ressources et l'art. 9, al. 2 pour la compensation des charges. En outre, les contributions de base destinées à compenser l'écart par rapport à la neutralité budgétaire lors du passage à la RPT seront majorées de 112 millions au total. Ce montant sera réparti, proportionnellement aux contributions de base de la première période, entre la péréquation verticale des ressources et les deux fonds servant à la compensation des charges.

Par ailleurs, le processus annuel de calcul des indices des ressources et des charges ainsi que des paiements compensatoires est décrit en détail dans le message du 8 décembre 2006 sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur (FF 2007 687 ss). Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité accompagne les travaux (art. 44 de l'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges [OPFCC]⁴).

¹ RS 613.2; www.admin.ch/ch/f/rs/c613_2.html

² FF 2010 7861; www.admin.ch/ch/f/ff/2010/7861.pdf

³ www.efv.admin.ch/f/downloads/finanzpolitik_grundlagen/finanzausgleich/revisio_np_grundlagen/Wirk_samkeitsbericht-f.pdf

⁴ RS 613.21; www.admin.ch/ch/f/rs/c613_21.html

1.2 Activités du Contrôle fédéral des finances (CDF)

En vertu de la PFCC et de l'OPFCC, le Contrôle fédéral des finances (CDF) joue également un rôle dans le cadre de l'assurance-qualité. A ce titre, et en vue d'assurer la qualité des données de base destinées aux paiements compensatoires, il a mené depuis 2008 des audits auprès des administrations fiscales cantonales. Durant la première période quadriennale 2008-2011, *tous* les cantons ont fait l'objet d'un audit (cf. à ce propos le rapport succinct du CDF en *annexe*).

1.3 Groupe technique chargé de l'assurance-qualité

Ce groupe technique a été institué par le DFF (art. 44, al. 1, OPFCC). Il a notamment pour tâche d'examiner la situation et de discuter des éventuelles mesures à prendre en matière d'assurance-qualité avec le CDF. En outre, il se prononce sur les questions de méthode.

Le tableau ci-après résume les mesures approuvées par le groupe technique en vue des paiements compensatoires de 2012, en précisant si elles concernent les années de calcul 2006, 2007 ou 2008 (cf. rapport du CDF, p. 7 ss).

Tableau 1 Mesures relatives à la qualité des données approuvées par le groupe technique, en vue des paiements compensatoires de 2012

Erreurs constatées pour l'année de calcul 2006

| Rapport CDF, erreur n° | TI | JU |
|-------------------------|-------|-------|
| Revenus pers. physiques | | 1.1.1 |
| Impôt à la source | 1.1.2 | |

Erreurs constatées pour l'année de calcul 2007

| Rapport CDF, erreur n° | TI | VD | JU |
|-------------------------|-------|-------|-------|
| Revenus pers. physiques | | | 1.1.1 |
| Impôt à la source | 1.1.2 | 1.1.2 | |

Erreurs constatées pour l'année de calcul 2008

| Rapport CDF, erreur n° | UR | BS | AR | GR | AG | TI | VD | JU |
|-------------------------|-------|-------|-------|-------|--------------|-------|--------------|-------|
| Revenus pers. physiques | | | | | | | | 1.1.1 |
| Impôt à la source | 1.2.1 | 1.2.1 | | 1.2.1 | | 1.1.2 | 1.1.2, 1.2.1 | 1.2.3 |
| Fortune | | | | | 1.1.3 | | | |
| Personnes morales | | | 1.2.5 | | 1.2.6, 1.2.7 | | | |

Pour respecter le calendrier relatif aux chiffres 2012, les calculs se sont fondés sur les chiffres les plus récents (du 30 mai 2011) concernant le renchérissement annuel (IPC du mois d'avril 2011). Cette démarche est conforme à l'OPFCC.

1.4 Statut du présent rapport

Le groupe technique chargé de l'assurance-qualité a approuvé la version du 14 juin 2011 du présent rapport de l'Administration fédérale des finances (AFF) à sa séance du 21 juin 2011. Ce document représente l'aboutissement des travaux consacrés par l'AFF et le groupe technique au calcul des indices ainsi que des paiements compensatoires pour l'année de référence 2012.

Le rapport est conçu de manière à permettre de comparer les *chiffres-clés* jouant un rôle central pour l'année de paiement 2012 à ceux de l'année précédente. L'accent y est donc volontairement mis, par souci de clarté, sur les principaux résultats des nouveaux calculs. Les tableaux cités dans le rapport permettent également de comparer entre elles *chacune des années* de calcul (2006, 2007 et 2008) pour tous les éléments du potentiel de ressources. La remarque vaut par analogie pour la compensation des charges de la Confédération.

1.5 Documents complémentaires sur Internet

Toutes les bases de calcul (tableaux Excel) servant à déterminer les indices des ressources, les indices des charges et les paiements compensatoires sont téléchargeables sur Internet, pour aider les cantons à vérifier systématiquement la plausibilité de leurs données:

www.efv.admin.ch ► Documentation ► Faits et chiffres ► Politique budgétaire, Bases ► Péréquation financière.

La documentation publiée sur Internet fait partie intégrante du présent rapport.

Durée de la consultation

La CDF confirmera au DFF que les cantons ont pris connaissance des calculs et lui transmettra son avis concernant les propositions éventuelles des cantons **jusqu'au 30 septembre 2011** (FF 2007 689).

2 Péréquation des ressources en 2012

Le potentiel de ressources en 2012 se base sur les années de calcul 2006, 2007 et 2008; il reflète ainsi la situation économique des cantons de 2006 à 2008. En ce qui concerne les données de base, le potentiel de ressources repose donc à nouveau sur une moyenne de trois années, comme l'exige l'art. 3, al. 4, PFCC. Ajoutons que l'année de calcul 2008 utilise pour la première fois, en vue du calcul du potentiel de ressources, des données d'une année ultérieure à l'entrée en vigueur de la RPT (1^{er} janvier 2008).

Dans les pages qui suivent, on trouvera tout d'abord les divers éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2012 (ch. 2.1.1 à 2.1.5), puis les potentiels de ressources et les indices des ressources en 2012 (ch. 2.2), ainsi que la péréquation des ressources en 2012, soit les montants que chaque canton devra verser ou percevra (ch. 2.3). Le ch. 2.4 enfin donne un aperçu des corrections opérées et des estimations effectuées.

L'année de référence 2012 est le premier exercice de la deuxième période quadriennale. Des adaptations ont été opérées pour le calcul du potentiel de ressources, selon l'OPFCC et les prescriptions du message concernant la nouvelle dotation des fonds de péréquation financière. Les principaux changements par rapport à 2011 sont les suivants:

- nouveau calcul des facteurs alpha (ch. 2.1.3) et bêta (ch. 2.1.4);
- prise en compte réduite des revenus des frontaliers (ch. 2.1.2);
- augmentation exceptionnelle de la dotation de la péréquation des ressources de 81,2 millions de francs (ch. 2.3).

Tous les tableaux incluent une comparaison avec les chiffres sous-jacents aux paiements compensatoires de 2011 (conformément à l'OPFCC, modification du 10 novembre 2010), et comportent les valeurs des années de calcul assorties des variations annuelles.

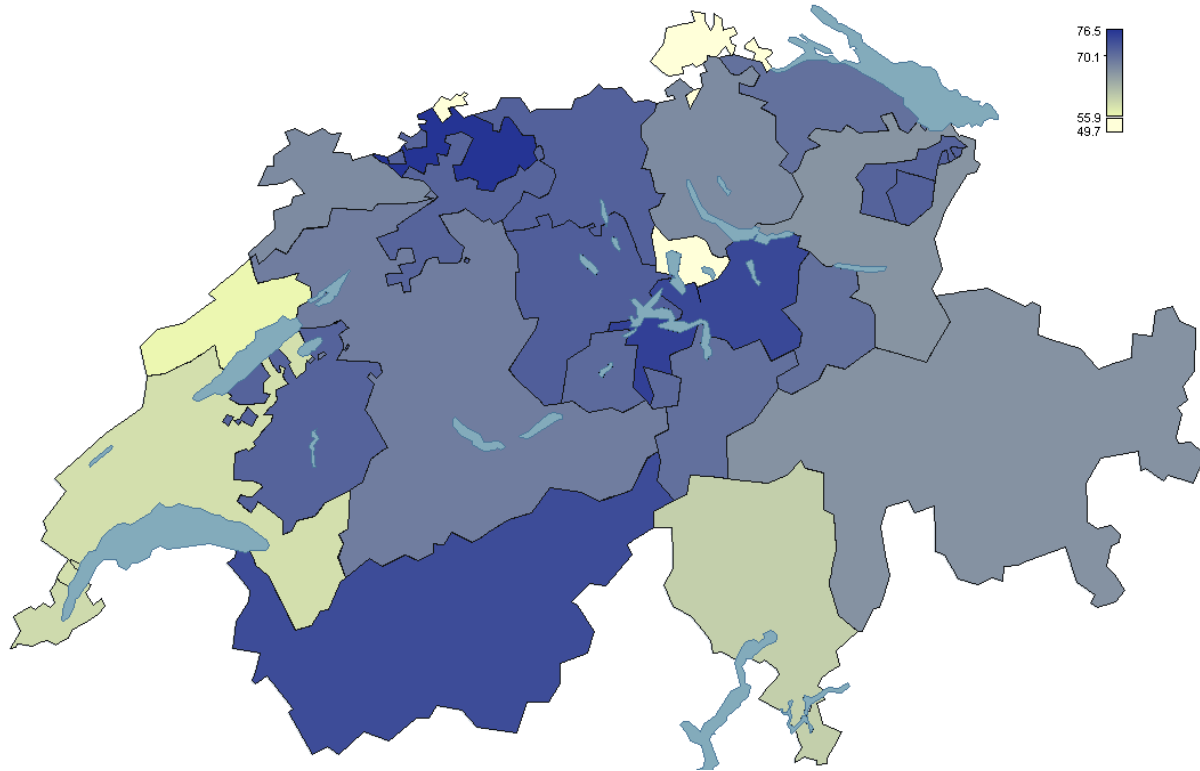
2.1 Eléments constitutifs du potentiel de ressources en 2012

2.1.1 Revenu déterminant des personnes physiques en 2012

La méthode de calcul des revenus déterminants des personnes physiques n'a pas changé par rapport à la première période quadriennale. Il n'a pas fallu procéder à des corrections ou estimations pour l'année de référence 2012.

Quelque 66,2 % de tout le potentiel de ressources proviennent en moyenne, tous cantons confondus, des revenus déterminants des personnes physiques (cf. Tableau 9, p. 21). Il s'agit donc de la principale composante du potentiel de ressources. Leur apport varie toutefois considérablement d'un canton à l'autre, comme le montre la Figure 1.

Figure 1: Part des revenus déterminants des personnes physiques au potentiel de ressources en 2012, en pour-cent



Le Tableau 2 fournit les résultats pour l'année 2012 et une comparaison avec l'année 2011. Comme l'année précédente, les cantons de Schwyz (+9,2 %), Zoug (+7,1 %) et Obwald (+4,8 %) affichent la plus forte augmentation du revenu déterminant pour 2012. De façon générale, l'année de calcul 2008 se caractérise par une faible croissance des revenus déterminants: par rapport à l'année de calcul 2007, les revenus n'ont augmenté que de 0,7 % sur le plan suisse. Les cantons les plus dynamiques sont Zoug (+4,2 %), Schwyz (+3,1 %) et Bâle-Ville (+2,4 %). Le canton ayant connu la plus forte croissance négative est Appenzell Rhodes-Intérieures (-3,3 %).

Tableau 2 Revenu déterminant des personnes physiques en 2012 et comparaison avec 2011

Franchise 2006-2008: 29'200 francs

| | Revenu déterminant des personnes physiques | | | | | | | | | | | |
|--------------|--|---------------|----------------------------|-----------------------|---------------|----------------------------|-----------------------|---------------|-------------------------------|---------------|--------------------------------|---------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | 2012 | | Modif. 2012 par rapport à 2011 | 2011 |
| | en milliers de francs | (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | (en francs) | total (en milliers de francs) | (en francs) | en % | (en francs) |
| ZH | 30'259'479 | 23'159 | 8.5% | 33'239'621 | 25'127 | 1.0% | 34'207'091 | 25'388 | 32'568'730 | 24'569 | 2.8% | 23'901 |
| BE | 14'276'313 | 14'767 | 5.4% | 15'099'723 | 15'568 | -0.6% | 15'084'982 | 15'478 | 14'820'339 | 15'272 | 0.2% | 15'236 |
| LU | 5'643'479 | 15'753 | 4.1% | 5'933'915 | 16'395 | 1.0% | 6'065'955 | 16'554 | 5'881'116 | 16'237 | 1.4% | 16'017 |
| UR | 405'599 | 11'731 | 7.9% | 435'963 | 12'656 | -2.5% | 427'579 | 12'341 | 423'047 | 12'242 | 0.0% | 12'241 |
| SZ | 4'092'191 | 29'619 | 15.2% | 4'771'122 | 34'110 | 3.1% | 4'994'903 | 35'167 | 4'619'405 | 32'990 | 9.2% | 30'201 |
| OW | 541'428 | 16'208 | 7.5% | 588'441 | 17'417 | -0.3% | 592'626 | 17'360 | 574'165 | 16'999 | 4.8% | 16'219 |
| NW | 998'195 | 25'352 | 11.6% | 1'119'200 | 28'287 | 1.5% | 1'146'128 | 28'716 | 1'087'841 | 27'458 | 0.6% | 27'285 |
| GL | 494'847 | 13'022 | 7.7% | 533'202 | 14'019 | 0.6% | 538'495 | 14'110 | 522'181 | 13'718 | 1.3% | 13'542 |
| ZG | 3'774'747 | 35'162 | 13.5% | 4'344'588 | 39'922 | 4.2% | 4'591'107 | 41'590 | 4'236'814 | 38'921 | 7.1% | 36'353 |
| FR | 3'876'911 | 14'924 | 3.3% | 4'073'934 | 15'423 | -2.0% | 4'061'814 | 15'109 | 4'004'219 | 15'153 | -0.5% | 15'236 |
| SO | 4'059'912 | 16'400 | 4.3% | 4'257'645 | 17'099 | 0.1% | 4'288'401 | 17'113 | 4'201'986 | 16'872 | 0.9% | 16'726 |
| BS | 3'953'976 | 20'775 | 7.2% | 4'224'551 | 22'261 | 2.4% | 4'341'825 | 22'788 | 4'173'450 | 21'941 | 3.0% | 21'298 |
| BL | 5'980'470 | 22'497 | 3.9% | 6'246'017 | 23'372 | -0.8% | 6'244'609 | 23'193 | 6'157'032 | 23'022 | 0.7% | 22'862 |
| SH | 1'156'787 | 15'562 | 7.8% | 1'251'945 | 16'783 | -2.5% | 1'227'542 | 16'357 | 1'212'091 | 16'235 | 0.9% | 16'086 |
| AR | 831'161 | 15'898 | 5.3% | 876'494 | 16'745 | 2.5% | 901'633 | 17'168 | 869'763 | 16'605 | 2.3% | 16'237 |
| AI | 243'628 | 16'092 | 15.4% | 279'165 | 18'576 | -3.3% | 271'966 | 17'955 | 264'920 | 17'539 | 2.2% | 17'169 |
| SG | 6'674'850 | 14'416 | 6.7% | 7'163'197 | 15'377 | 0.5% | 7'265'321 | 15'449 | 7'034'456 | 15'083 | 0.3% | 15'032 |
| GR | 2'912'209 | 15'212 | 6.7% | 3'115'009 | 16'234 | 0.8% | 3'158'399 | 16'362 | 3'061'872 | 15'937 | 1.6% | 15'686 |
| AG | 10'299'501 | 17'984 | 5.4% | 10'967'985 | 18'950 | -0.8% | 11'039'096 | 18'791 | 10'768'861 | 18'578 | 0.4% | 18'498 |
| TG | 3'545'123 | 15'027 | 7.9% | 3'860'015 | 16'209 | 1.4% | 3'957'109 | 16'443 | 3'787'415 | 15'898 | 2.2% | 15'550 |
| TI | 5'523'102 | 17'003 | 5.7% | 5'888'564 | 17'973 | 1.0% | 6'018'308 | 18'149 | 5'809'991 | 17'712 | 2.6% | 17'257 |
| VD | 13'435'841 | 20'011 | 4.8% | 14'225'331 | 20'977 | 1.8% | 14'756'187 | 21'359 | 14'139'119 | 20'788 | 2.3% | 20'327 |
| VS | 4'185'755 | 14'271 | 5.5% | 4'469'005 | 15'051 | -1.2% | 4'474'522 | 14'863 | 4'376'428 | 14'731 | 0.2% | 14'696 |
| NE | 2'628'539 | 15'516 | 4.6% | 2'756'973 | 16'228 | -1.0% | 2'749'137 | 16'068 | 2'711'549 | 15'938 | -0.1% | 15'946 |
| GE | 10'657'592 | 24'234 | 11.0% | 11'884'799 | 26'904 | 0.4% | 12'073'946 | 27'014 | 11'538'779 | 26'057 | 4.0% | 25'046 |
| JU | 840'058 | 12'349 | 5.4% | 887'695 | 13'010 | -1.1% | 881'585 | 12'870 | 869'779 | 12'744 | -0.1% | 12'753 |
| Total | 141'291'691 | 18'695 | 7.1% | 152'494'097 | 20'016 | 0.7% | 155'360'263 | 20'148 | 149'715'350 | 19'624 | 2.1% | 19'217 |

2.1.2 Revenus déterminants imposés à la source en 2012

Pendant la première période quadriennale, les revenus déterminants imposés à la source des frontaliers assujettis de façon illimitée ou limitée étaient pris en compte à 100 % dans l'assiette fiscale agrégée (AFA). Ils ne le sont plus qu'à 75 %⁵ dès l'année de référence 2012. Cette modification tient compte de l'absence d'indemnisation des coûts générés par les frontaliers dans le cadre de la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges. La majorité des cantons ont soutenu cette solution lors de la mise en consultation du rapport sur l'évaluation de l'efficacité. Il en résulte une légère diminution du revenu déterminant imposé à la source par rapport à l'année précédente (-2,3 %).

Des accords bilatéraux sur l'imposition des frontaliers ont été conclus avec tous les pays voisins. Le Tableau 4a indique séparément les revenus déterminants en vertu de l'un ou l'autre des accords en vigueur.

Comme le montre le Tableau 4b, des estimations ont été nécessaires pour le *canton des Grisons* en ce qui concerne les années de calcul 2006 et 2007. Conformément à l'annexe 16 de l'OPFCC, l'AFA a été déterminée par la prise en compte de la limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %. Le Tableau 3 montre les effets de cette estimation. Les valeurs diffèrent de celles calculées pour l'année de référence 2011 parce qu'en 2012, l'estimation tient déjà compte de la réduction des revenus des frontaliers. Quant à l'année de calcul 2008, le canton a correctement livré les données correspondantes.

Tableau 3 Estimation des revenus déterminants imposés à la source 2006-2007; canton des Grisons

en 1000 francs

| | <i>Année de calcul</i> | 2006 | 2007 |
|---|------------------------|----------------|----------------|
| Limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %* | | 291'282 | 310'156 |
| Valeur estimée | | 240'357 | 260'480 |
| Limite inférieure de l'intervalle de confiance à 95 % | | 189'431 | 210'803 |

* Pour déterminer l'AFA du canton, on pris en compte le revenu déterminant imposé à la source à la limite supérieure de l'intervalle de confiance à 95 %.

⁵ Les salaires bruts des catégories résidents et membres des conseils d'administration demeurent pris en compte à 100 % dans le calcul de l'AFA.

Tableau 4a Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2012: calcul en fonction des sept catégories*en milliers de francs*

| Revenus déterminants pour l'imposition à la source | | | | | | | | | |
|--|--|---|--|--|---|--|---|------------------|--------------------------------------|
| Année de référence 2012 | | | | | | | | | |
| | Etrangers résidants et conseils d'administration étrangers | Frontaliers assujettis de façon illimitée | Frontaliers autrichiens assujettis de façon limitée | Frontaliers allemands assujettis de façon limitée | Frontaliers français assujettis de façon limitée et imposés par le canton de Genève | Frontaliers français assujettis de façon limitée et imposés par la France | Frontaliers italiens assujettis de façon limitée | Somme | Somme par habitant (en francs) |
| ZH | 1'427'312 | 8'918 | 0 | 47'602 | 0 | 0 | 0 | 1'483'833 | 1'119 |
| BE | 490'121 | 13'075 | 537 | 768 | 0 | 11'358 | 0 | 515'859 | 532 |
| LU | 218'976 | 121 | 0 | 445 | 0 | 0 | 0 | 219'543 | 606 |
| UR | 20'901 | 0 | 1'569 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22'470 | 650 |
| SZ | 87'158 | 19'091 | 999 | 157 | 0 | 0 | 0 | 107'405 | 767 |
| OW | 24'172 | 132 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24'307 | 720 |
| NW | 21'691 | 54 | 320 | 5 | 0 | 0 | 0 | 22'070 | 557 |
| GL | 22'025 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 22'035 | 579 |
| ZG | 165'857 | 2'041 | 994 | 344 | 0 | 0 | 0 | 169'236 | 1'555 |
| FR | 165'291 | 0 | 510 | 0 | 0 | 0 | 0 | 165'801 | 627 |
| SO | 114'957 | 1'559 | 182 | 3'434 | 0 | 9'923 | 0 | 130'054 | 522 |
| BS | 242'460 | 34'355 | 32 | 146'924 | 0 | 177'426 | 0 | 601'198 | 3'161 |
| BL | 128'787 | 17'518 | 38 | 62'324 | 0 | 112'588 | 0 | 321'255 | 1'201 |
| SH | 79'564 | 4'479 | 42 | 37'790 | 0 | 0 | 0 | 121'875 | 1'632 |
| AR | 29'208 | 426 | 3'000 | 323 | 0 | 0 | 0 | 32'957 | 629 |
| AI | 6'666 | 241 | 586 | 71 | 0 | 0 | 0 | 7'563 | 501 |
| SG | 279'521 | 12'056 | 105'821 | 6'950 | 0 | 0 | 0 | 404'348 | 867 |
| GR * | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 312'346 | 1'626 |
| AG | 344'885 | 19'076 | 60 | 81'877 | 0 | 0 | 0 | 445'898 | 769 |
| TG | 153'720 | 5'077 | 4'313 | 26'471 | 0 | 0 | 0 | 189'581 | 796 |
| TI | 259'835 | 41'493 | 562 | 0 | 0 | 0 | 392'531 | 694'421 | 2'117 |
| VD | 735'738 | 0 | 0 | 0 | 0 | 155'193 | 0 | 890'931 | 1'310 |
| VS | 293'057 | 1'070 | 0 | 28 | 0 | 7'302 | 7'612 | 309'069 | 1'040 |
| NE | 107'602 | 1'879 | 0 | 0 | 0 | 76'301 | 0 | 185'781 | 1'092 |
| GE | 666'102 | 0 | 0 | 0 | 1'075'397 | 0 | 0 | 1'741'499 | 3'933 |
| JU ** | 25'123 | 801 | 0 | 140 | 0 | 44'407 | 0 | 70'471 | 1'033 |
| Total | 6'199'197 | 201'769 | 121'160 | 415'657 | 1'075'397 | 594'497 | 403'648 | 9'211'804 | 1'207 |

* Valeurs estimées pour le canton des Grisons (cf. chiffre 2.4 du présent rapport). La somme correspond à la moyenne des corrections des années de calcul 2006 à 2007 ainsi qu'à la valeur livrée pour 2008.

** Dans le canton du Jura, les salaires bruts 2006 - 2008 des résidants ont été corrigés faute de données disponibles (voir chiffre 2.4 du présent rapport)

Tableau 4b Revenus déterminants pour l'imposition à la source en 2012 et comparaison avec 2011

| | Revenus déterminants pour l'imposition à la source | | | | | | | | | | | |
|--------------|--|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | 2012 | | Modif. 2012 par rapport à 2011 | 2011 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 1'365'444 | 1'045 | 7.4% | 1'484'333 | 1'122 | 5.9% | 1'601'721 | 1'189 | 1'483'833 | 1'119 | 5.8% | 1'058 |
| BE | 461'355 | 477 | 12.4% | 520'217 | 536 | 8.3% | 566'004 | 581 | 515'859 | 532 | 7.4% | 495 |
| LU | 197'344 | 551 | 13.2% | 225'632 | 623 | 3.2% | 235'653 | 643 | 219'543 | 606 | 7.5% | 564 |
| UR | 20'494 | 593 | 9.1% | 22'274 | 647 | 10.0% | 24'642 | 711 | 22'470 | 650 | 2.5% | 634 |
| SZ | 87'505 | 633 | 37.7% | 122'012 | 872 | -9.0% | 112'696 | 793 | 107'405 | 767 | 10.4% | 695 |
| OW | 23'008 | 689 | 8.8% | 25'312 | 749 | -3.8% | 24'600 | 721 | 24'307 | 720 | -0.8% | 725 |
| NW | 22'054 | 560 | -0.6% | 22'032 | 557 | -0.5% | 22'123 | 554 | 22'070 | 557 | 1.1% | 551 |
| GL | 16'089 | 423 | 51.2% | 24'353 | 640 | 5.0% | 25'663 | 672 | 22'035 | 579 | 9.2% | 530 |
| ZG | 133'979 | 1'248 | 25.1% | 169'973 | 1'562 | 18.2% | 203'756 | 1'846 | 169'236 | 1'555 | 25.8% | 1'235 |
| FR | 153'669 | 592 | 9.3% | 170'745 | 646 | -0.4% | 172'989 | 643 | 165'801 | 627 | 2.3% | 613 |
| SO | 110'698 | 447 | 18.1% | 131'507 | 528 | 11.8% | 147'958 | 590 | 130'054 | 522 | 9.3% | 478 |
| BS | 580'461 | 3'050 | 5.0% | 607'948 | 3'203 | 0.8% | 615'184 | 3'229 | 601'198 | 3'161 | -12.9% | 3'627 |
| BL | 294'442 | 1'108 | 9.1% | 323'053 | 1'209 | 6.4% | 346'270 | 1'286 | 321'255 | 1'201 | -9.9% | 1'333 |
| SH | 108'911 | 1'465 | 12.4% | 122'814 | 1'646 | 8.4% | 133'900 | 1'784 | 121'875 | 1'632 | 0.0% | 1'633 |
| AR | 28'528 | 546 | 16.7% | 33'335 | 637 | 10.7% | 37'007 | 705 | 32'957 | 629 | 10.3% | 570 |
| AI | 6'772 | 447 | 14.3% | 7'686 | 511 | 6.3% | 8'233 | 544 | 7'563 | 501 | 7.6% | 466 |
| SG | 364'182 | 787 | 10.6% | 405'409 | 870 | 8.4% | 443'454 | 943 | 404'348 | 867 | 5.8% | 819 |
| GR * | 291'282 | 1'522 | 6.2% | 310'156 | 1'616 | 7.6% | 335'599 | 1'739 | 312'346 | 1'626 | -1.0% | 1'642 |
| AG | 407'813 | 712 | 10.1% | 453'626 | 784 | 3.4% | 476'255 | 811 | 445'898 | 769 | -0.3% | 772 |
| TG | 161'601 | 685 | 18.5% | 193'351 | 812 | 9.4% | 213'790 | 888 | 189'581 | 796 | 7.0% | 743 |
| TI | 680'241 | 2'094 | -0.9% | 680'140 | 2'076 | 5.0% | 722'883 | 2'180 | 694'421 | 2'117 | -18.1% | 2'583 |
| VD | 780'727 | 1'163 | 14.0% | 899'002 | 1'326 | 8.4% | 993'063 | 1'437 | 890'931 | 1'310 | 11.0% | 1'180 |
| VS | 280'849 | 958 | 9.3% | 310'643 | 1'046 | 6.6% | 335'716 | 1'115 | 309'069 | 1'040 | 3.6% | 1'004 |
| NE | 193'771 | 1'144 | -14.0% | 167'151 | 984 | 16.7% | 196'422 | 1'148 | 185'781 | 1'092 | -7.8% | 1'185 |
| GE | 1'602'222 | 3'643 | 8.6% | 1'748'081 | 3'957 | 6.0% | 1'874'194 | 4'193 | 1'741'499 | 3'933 | -12.0% | 4'471 |
| JU ** | 62'112 | 913 | 14.1% | 71'059 | 1'041 | 9.7% | 78'241 | 1'142 | 70'471 | 1'033 | -7.4% | 1'116 |
| Total | 8'435'555 | 1'116 | 8.8% | 9'251'841 | 1'214 | 6.2% | 9'948'016 | 1'290 | 9'211'804 | 1'207 | -2.3% | 1'236 |

* Valeurs estimées pour le canton des Grisons (2006 et 2007) (voir chiffre 2.4 de présent rapport)

** Dans le canton du Jura, les salaires bruts 2006 à 2008 des résidents ont été corrigés faute de données disponibles (voir chiffre 2.4 de présent rapport)

Le *canton du Jura* n'a pas été en mesure de livrer pour les périodes fiscales 2006 à 2008 les données concernant les salaires bruts d'une partie de ses assujettis, soit les résidents imposés à la source, sa solution informatique ne permettant pas d'extraire les chiffres correspondants. Les salaires bruts des résidents imposés à la source ont donc été extrapolés selon la même méthode que celle appliquée les années précédentes.

Comme le montre le Tableau 4b, la prise en compte réduite des revenus des frontaliers a un fort impact notamment dans les cantons du Tessin (-18,1 %), de Bâle-Ville (-12,9 %) et de Genève (-12 %). En dépit de cette réduction, quelque 4,1 % du potentiel de ressources continuent à provenir, en moyenne cantonale, des revenus déterminants pour l'imposition à la source (cf. Tableau 9).

2.1.3 Fortunes déterminantes en 2012

Selon l'art. 13, al. 4, OPFCC, le facteur alpha doit être recalculé pour chaque période de quatre ans. Grâce à ce facteur, le potentiel de ressources enregistre non pas la fortune nette totale des personnes physiques, mais seulement son augmentation de valeur moyenne. Il s'élève à 0,7 % pour la deuxième période de quatre ans, soit nettement moins qu'au cours de la première période (1,2 %). La réduction tient en premier lieu à la baisse du rendement attendu de la fortune. Par ailleurs, la méthode de calcul a été adaptée aux bases de données disponibles.⁶

Ce nouveau facteur alpha a été utilisé pour toutes les années de calcul. Il s'ensuit que les fortunes déterminantes des personnes physiques pour les années de calcul 2006 et 2007 diffèrent fortement des données de la dernière année de référence. Au niveau suisse, les fortunes déterminantes sont en recul de 40,6 % par rapport à l'année précédente.

La baisse oscille entre 39 et 42 % dans presque tous les cantons. Ceux qui affichent la plus faible baisse sont Schwyz (-33,4 %) et Obwald (-35,8 %), où la fortune nette a enregistré la plus forte croissance.

Tous cantons confondus, les fortunes déterminantes ne représentent plus que 4 % du potentiel des ressources (2011: 6,9 %). Les résultats détaillés sont présentés dans le Tableau 5.

⁶ Voir commentaire de la modification de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC).

Tableau 5 Fortune déterminante des personnes physiques en 2012 et comparaison avec 2011

Facteur alpha = 0,7 %

| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
|--------------|-----------------------|----------------------|---|-----------------------|----------------------|---|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--|------------------------------|
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 par hab. en % | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 par hab. en % | 2008 | | 2012 | | Modif. 2012 par rapport à 2011 en % | 2011 par hab. (en francs) |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | | en milliers de francs | par hab. (en francs) | | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | | |
| ZH | 2'153'441 | 1'648 | 2.9% | 2'243'301 | 1'696 | -10.2% | 2'052'291 | 1'523 | 2'149'678 | 1'622 | -42.3% | 2'811 |
| BE | 956'698 | 990 | 8.2% | 1'038'690 | 1'071 | -7.6% | 963'946 | 989 | 986'445 | 1'017 | -41.1% | 1'725 |
| LU | 344'779 | 962 | 3.7% | 361'270 | 998 | -2.2% | 357'812 | 976 | 354'621 | 979 | -42.5% | 1'704 |
| UR | 27'222 | 787 | 2.6% | 27'822 | 808 | -3.6% | 26'988 | 779 | 27'344 | 791 | -41.2% | 1'346 |
| SZ | 333'456 | 2'414 | 49.1% | 503'357 | 3'599 | -16.5% | 426'907 | 3'006 | 421'240 | 3'008 | -33.4% | 4'515 |
| OW | 38'468 | 1'152 | 9.7% | 42'696 | 1'264 | 0.5% | 43'339 | 1'270 | 41'501 | 1'229 | -35.8% | 1'915 |
| NW | 133'634 | 3'394 | 7.3% | 144'131 | 3'643 | -4.7% | 138'490 | 3'470 | 138'752 | 3'502 | -40.4% | 5'874 |
| GL | 42'194 | 1'110 | -0.5% | 42'007 | 1'104 | -7.3% | 39'091 | 1'024 | 41'097 | 1'080 | -42.6% | 1'879 |
| ZG | 273'627 | 2'549 | 7.1% | 297'215 | 2'731 | -8.0% | 277'360 | 2'513 | 282'734 | 2'597 | -40.1% | 4'338 |
| FR | 159'608 | 614 | 2.8% | 166'908 | 632 | -4.9% | 161'563 | 601 | 162'693 | 616 | -41.1% | 1'045 |
| SO | 143'775 | 581 | 6.0% | 153'284 | 616 | -7.0% | 143'520 | 573 | 146'860 | 590 | -41.0% | 999 |
| BS | 320'110 | 1'682 | 2.6% | 327'624 | 1'726 | -10.4% | 294'652 | 1'546 | 314'129 | 1'651 | -42.8% | 2'887 |
| BL | 250'175 | 941 | 1.5% | 255'245 | 955 | -10.0% | 231'476 | 860 | 245'632 | 918 | -42.1% | 1'587 |
| SH | 70'940 | 954 | 5.1% | 74'823 | 1'003 | -8.9% | 68'566 | 914 | 71'443 | 957 | -41.0% | 1'622 |
| AR | 72'757 | 1'392 | 1.4% | 73'864 | 1'411 | -1.3% | 73'129 | 1'392 | 73'250 | 1'398 | -38.1% | 2'259 |
| AI | 23'020 | 1'521 | 5.5% | 24'118 | 1'605 | -2.7% | 23'649 | 1'561 | 23'596 | 1'562 | -40.1% | 2'609 |
| SG | 525'309 | 1'135 | 3.7% | 548'284 | 1'177 | -6.4% | 518'097 | 1'102 | 530'563 | 1'138 | -41.0% | 1'927 |
| GR | 265'156 | 1'385 | 4.8% | 278'452 | 1'451 | 1.2% | 283'390 | 1'468 | 275'666 | 1'435 | -39.4% | 2'366 |
| AG | 575'238 | 1'004 | 0.4% | 583'914 | 1'009 | 1.6% | 601'879 | 1'025 | 587'010 | 1'013 | -41.2% | 1'722 |
| TG | 242'594 | 1'028 | 6.8% | 261'430 | 1'098 | -3.5% | 254'894 | 1'059 | 252'973 | 1'062 | -40.3% | 1'779 |
| TI | 271'849 | 837 | 7.9% | 295'864 | 903 | 5.5% | 315'902 | 953 | 294'539 | 898 | -37.8% | 1'443 |
| VD | 652'596 | 972 | 9.8% | 723'434 | 1'067 | -8.9% | 671'703 | 972 | 682'578 | 1'004 | -41.0% | 1'701 |
| VS | 248'095 | 846 | 3.3% | 259'357 | 873 | -2.8% | 255'530 | 849 | 254'327 | 856 | -37.5% | 1'370 |
| NE | 112'249 | 663 | 1.1% | 113'806 | 670 | -6.3% | 107'433 | 628 | 111'163 | 653 | -42.2% | 1'131 |
| GE | 464'468 | 1'056 | 19.7% | 558'489 | 1'264 | -5.1% | 536'296 | 1'200 | 519'751 | 1'174 | -37.1% | 1'867 |
| JU | 35'246 | 518 | 5.7% | 37'384 | 548 | -0.8% | 37'221 | 543 | 36'617 | 536 | -39.9% | 892 |
| Total | 8'736'705 | 1'156 | 7.1% | 9'436'769 | 1'239 | -6.8% | 8'905'126 | 1'155 | 9'026'200 | 1'183 | -40.6% | 1'993 |

2.1.4 Bénéfices déterminants des personnes morales en 2012

En vertu de la loi du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)⁷, les cantons imposent à un taux réduit les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés à statut fiscal particulier. Cet aspect intervient dans le calcul du potentiel de ressources. Pour cette raison, nous présentons deux tableaux, le Tableau 7a pour les bénéfices déterminants des personnes morales *sans* statut fiscal spécial, le Tableau 7b pour les bénéfices déterminants des personnes morales *avec* statut fiscal spécial.

Les bénéfices déterminants des personnes morales *avec* statut fiscal spécial sont pondérés à l'aide de facteurs bêta. Ces facteurs, identiques pour tous les cantons, servent à calculer le potentiel fiscalement exploitable. Selon l'art. 19, al. 3, OPFCC, les facteurs bêta sont fixés pour une période péréquative de quatre ans. Il a donc fallu calculer de nouveaux facteurs bêta pour l'année de référence 2012. Ils sont établis sur la base des chiffres des années de calcul de la période péréquative antérieure.

Tableau 6: Facteurs bêta de la deuxième période quadriennale

| | Statut | 2012 - 2015 | | | 2008 - 2011 |
|----------------------|--------|-----------------|-----------------------|---------------|-------------|
| | | Facteur de base | Facteur de majoration | Total | Total |
| sociétés holding | 2 | 0.00% | 2.70% | 2.70% | 2.4% |
| sociétés de domicile | 3 | 6.20% | 2.60% | 8.80% | 7.3% |
| sociétés mixtes | 4 | 10.00% | 2.50% | 12.50% | 17.0% |

Dans le cas des sociétés holding, le facteur de base est 0. Pour les sociétés de domicile et les sociétés mixtes, le facteur de base correspond à chaque fois au premier quartile des parts imposables des autres recettes de source étrangère des personnes morales de toute la Suisse qui sont assujetties en vertu de l'art. 28, al. 3 ou 4, LHID. Quant à la base de calcul, il s'agit des années de calcul 2003 à 2007. Outre le facteur de base, un facteur de majoration intervient. Ce facteur tient compte du fait que les cantons ont droit à une part de 17 % à l'impôt fédéral direct, assimilable à des recettes fiscales propres. Les calculs correspondants sont définis à l'annexe 6 OPFCC.

Le CDF avait émis à propos du canton de Vaud des réserves sur la qualité des données concernant certaines sociétés, pour les années de calcul 2006 et 2007. Le CDF a donc soumis à un examen approfondi les données de ce canton. Par conséquent, les données

⁷ RS 642.14

ont dû être fournies une deuxième fois en novembre 2010 (cf. ch. 2.4.2).

Les bénéfices des personnes morales sont très volatils. En ce qui concerne les entreprises soumises à une taxation ordinaire, le nouveau facteur bêta n'a aucune incidence sur les résultats. Par conséquent, leur recul sur le plan suisse de 12,6 % entre les années de calcul 2007 et 2008 est probablement dû à la crise financière. A titre d'illustration, le canton de Zurich (-30,3 %) présente un des taux de variation les plus négatifs. A contrario, les cantons des Grisons (+44,7 %), d'Appenzell Rhodes-Extérieures (+22,9 %), du Valais (+19,6 %) et d'Appenzell Rhodes-Intérieures (+19,4 %) ont enregistré une forte hausse des bénéfices déterminants.

Le recul de 55,4 % constaté dans le canton de Vaud entre les années de référence 2011 et 2012 est dû au fait que certaines grandes entreprises n'avaient pas encore de statut fiscal spécial dans les années de calcul 2006 et 2007, en raison de premières livraisons de données erronées, et qu'elles sont rangées à présent pour l'année 2012 dans la catégorie des personnes morales jouissant d'un statut fiscal spécial (cf. ch. 2.4.2). C'est pourquoi cette catégorie grimpe de 207,9 %.

Outre la forte volatilité, les nouveaux facteurs bêta ont un impact important sur les changements observés à propos des personnes morales avec statut fiscal spécial. Ces facteurs ont été utilisés pour les trois années de calcul (2006 à 2008). Si dans de nombreux cantons les bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial sont moins élevés que pour l'année de référence 2011 (cf. Tableau 7b), cela tient notamment à ce que le nouveau facteur bêta diminue pour le statut pesant le plus lourd dans les bénéfices déterminants, soit le statut fiscal n° 4 (sociétés mixtes).

Les variations entre les différentes années de calcul ne se prêtent pas à une analyse détaillée, en raison d'une trop forte volatilité. Comme l'indique le Tableau 7b, les différences peuvent dépasser 600 %.

Tableau 7a Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial en 2012 et comparaison avec 2011

| | Bénéfices déterminants des personnes morales sans statut fiscal spécial | | | | | | | | | | | |
|--------------|---|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | 2012 | | Modif. 2012 par rapport à 2011 | 2011 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) |
| ZH | 14'132'218 | 10'816 | -12.0% | 12'595'647 | 9'522 | -30.3% | 8'947'209 | 6'641 | 11'891'691 | 8'971 | -18.0% | 10'934 |
| BE | 5'408'199 | 5'594 | 7.7% | 5'841'700 | 6'023 | -24.6% | 4'428'303 | 4'544 | 5'226'067 | 5'385 | -2.4% | 5'518 |
| LU | 1'458'399 | 4'071 | 9.3% | 1'610'501 | 4'450 | -0.5% | 1'622'624 | 4'428 | 1'563'841 | 4'318 | 7.1% | 4'032 |
| UR | 105'429 | 3'049 | 28.0% | 134'457 | 3'903 | -5.6% | 127'631 | 3'684 | 122'505 | 3'545 | 9.2% | 3'247 |
| SZ | 774'963 | 5'609 | 26.0% | 988'442 | 7'067 | -24.4% | 758'677 | 5'342 | 840'694 | 6'004 | 1.6% | 5'908 |
| OW | 172'645 | 5'168 | -15.2% | 148'055 | 4'382 | 4.4% | 156'109 | 4'573 | 158'936 | 4'706 | 30.2% | 3'615 |
| NW | 155'778 | 3'956 | 13.0% | 176'858 | 4'470 | 7.8% | 192'271 | 4'817 | 174'969 | 4'416 | 11.6% | 3'959 |
| GL | 103'348 | 2'720 | 19.4% | 123'514 | 3'247 | 2.4% | 126'919 | 3'326 | 117'927 | 3'098 | 9.4% | 2'830 |
| ZG | 1'665'201 | 15'512 | 10.7% | 1'868'773 | 17'172 | 0.3% | 1'901'055 | 17'221 | 1'811'676 | 16'643 | 4.6% | 15'904 |
| FR | 974'284 | 3'750 | 5.1% | 1'041'154 | 3'942 | 14.3% | 1'211'307 | 4'506 | 1'075'582 | 4'070 | 11.2% | 3'659 |
| SO | 1'386'176 | 5'599 | 3.5% | 1'443'353 | 5'796 | -16.9% | 1'207'575 | 4'819 | 1'345'701 | 5'403 | 4.7% | 5'163 |
| BS | 1'391'637 | 7'312 | 44.4% | 2'003'592 | 10'558 | -32.3% | 1'362'204 | 7'150 | 1'585'811 | 8'337 | -16.9% | 10'030 |
| BL | 1'199'727 | 4'513 | 1.9% | 1'228'583 | 4'597 | 9.3% | 1'352'482 | 5'023 | 1'260'264 | 4'712 | 11.4% | 4'229 |
| SH | 463'680 | 6'238 | 16.8% | 543'293 | 7'283 | 8.3% | 591'840 | 7'886 | 532'937 | 7'138 | 9.3% | 6'529 |
| AR | 206'003 | 3'940 | 7.7% | 222'074 | 4'243 | 22.9% | 273'914 | 5'216 | 233'997 | 4'467 | 19.6% | 3'735 |
| AI | 58'470 | 3'862 | 11.5% | 64'708 | 4'306 | 19.4% | 77'860 | 5'140 | 67'013 | 4'436 | 3.5% | 4'286 |
| SG | 1'882'242 | 4'065 | 37.0% | 2'593'885 | 5'568 | 5.5% | 2'761'433 | 5'872 | 2'412'520 | 5'173 | 16.5% | 4'440 |
| GR | 713'523 | 3'727 | -8.2% | 656'856 | 3'423 | 44.7% | 956'014 | 4'953 | 775'465 | 4'036 | 15.0% | 3'509 |
| AG | 2'895'302 | 5'055 | 13.8% | 3'328'322 | 5'750 | -5.7% | 3'185'900 | 5'423 | 3'136'508 | 5'411 | 10.0% | 4'920 |
| TG | 1'052'593 | 4'462 | 17.1% | 1'244'477 | 5'226 | -6.8% | 1'171'972 | 4'870 | 1'156'348 | 4'854 | 11.7% | 4'346 |
| TI | 2'217'627 | 6'827 | 18.2% | 2'644'719 | 8'072 | -10.0% | 2'410'039 | 7'268 | 2'424'128 | 7'390 | 8.0% | 6'841 |
| VD | 3'204'568 | 4'773 | 26.4% | 4'090'681 | 6'032 | -2.3% | 4'071'260 | 5'893 | 3'788'836 | 5'571 | -55.4% | 12'486 |
| VS | 741'512 | 2'528 | 13.3% | 850'452 | 2'864 | 19.6% | 1'031'678 | 3'427 | 874'547 | 2'944 | 15.0% | 2'560 |
| NE | 1'441'396 | 8'508 | 14.4% | 1'654'081 | 9'736 | -2.6% | 1'622'022 | 9'480 | 1'572'500 | 9'243 | -0.4% | 9'284 |
| GE | 5'225'471 | 11'882 | -10.6% | 4'690'113 | 10'617 | -10.3% | 4'255'454 | 9'521 | 4'723'679 | 10'667 | -11.2% | 12'006 |
| JU | 277'411 | 4'078 | 11.2% | 309'520 | 4'536 | -7.8% | 286'459 | 4'182 | 291'130 | 4'265 | 3.0% | 4'143 |
| Total | 49'307'800 | 6'524 | 4.8% | 52'097'809 | 6'838 | -12.6% | 46'090'208 | 5'977 | 49'165'273 | 6'444 | -11.7% | 7'298 |

Tableau 7b Bénéfices déterminants des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2012 et comparaison avec 2011

| Bénéfices déterminants des personnes morales <i>jouissant</i> d'un statut fiscal spécial | | | | | | | | | | | | |
|--|-----------------------|----------------------|---|-----------------------|----------------------|---|-----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|--|----------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 par hab. en % | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 par hab. en % | 2008 | | 2012 | | Modif. 2012 par rapport à 2011 en % | 2011 |
| | en milliers de francs | par hab. (en francs) | | en milliers de francs | par hab. (en francs) | | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | | par hab. (en francs) |
| ZH | 527'412 | 404 | 8.5% | 579'421 | 438 | -24.0% | 448'505 | 333 | 518'446 | 391 | -50.7% | 794 |
| BE | 139'507 | 144 | -43.3% | 79'409 | 82 | 163.6% | 210'319 | 216 | 143'078 | 147 | -19.6% | 183 |
| LU | 169'474 | 473 | -13.3% | 148'442 | 410 | -15.9% | 126'349 | 345 | 148'088 | 409 | -26.8% | 558 |
| UR | 1'833 | 53 | 134.4% | 4'280 | 124 | -82.1% | 773 | 22 | 2'295 | 66 | 8.3% | 61 |
| SZ | 231'116 | 1'673 | 9.5% | 256'323 | 1'833 | -27.3% | 189'114 | 1'331 | 225'518 | 1'611 | -15.3% | 1'901 |
| OW | 2'361 | 71 | 619.9% | 17'191 | 509 | -75.5% | 4'249 | 124 | 7'934 | 235 | 6.0% | 222 |
| NW | 22'334 | 567 | -8.8% | 20'476 | 518 | -36.9% | 13'034 | 327 | 18'615 | 470 | -11.7% | 532 |
| GL | 51'307 | 1'350 | -28.9% | 36'524 | 960 | -70.7% | 10'749 | 282 | 32'860 | 863 | -26.7% | 1'177 |
| ZG | 1'704'249 | 15'875 | -1.5% | 1'701'655 | 15'636 | -25.4% | 1'287'709 | 11'665 | 1'564'538 | 14'373 | -20.1% | 17'985 |
| FR | 124'144 | 478 | 21.5% | 153'340 | 581 | 89.7% | 296'095 | 1'101 | 191'193 | 724 | 54.4% | 468 |
| SO | 20'584 | 83 | 11.6% | 23'100 | 93 | 13.3% | 26'330 | 105 | 23'338 | 94 | -3.1% | 97 |
| BS | 1'534'009 | 8'060 | 32.4% | 2'025'422 | 10'673 | -18.6% | 1'655'260 | 8'688 | 1'738'230 | 9'138 | 34.5% | 6'794 |
| BL | 84'966 | 320 | -7.8% | 78'785 | 295 | -18.1% | 64'997 | 241 | 76'250 | 285 | -12.9% | 327 |
| SH | 203'177 | 2'733 | 16.6% | 237'723 | 3'187 | 32.9% | 317'906 | 4'236 | 252'935 | 3'388 | -7.0% | 3'644 |
| AR | 4'364 | 83 | 86.0% | 8'128 | 155 | -2.5% | 7'949 | 151 | 6'813 | 130 | 41.6% | 92 |
| AI | 5'418 | 358 | -1.8% | 5'282 | 352 | -23.9% | 4'051 | 267 | 4'917 | 326 | 3.4% | 315 |
| SG | 174'688 | 377 | 20.1% | 211'161 | 453 | -55.1% | 95'738 | 204 | 160'529 | 344 | -9.9% | 382 |
| GR | 65'344 | 341 | -52.1% | 31'388 | 164 | 264.7% | 115'159 | 597 | 70'631 | 368 | 26.8% | 290 |
| AG | 37'919 | 66 | 19.4% | 45'742 | 79 | -33.3% | 30'956 | 53 | 38'206 | 66 | -35.3% | 102 |
| TG | 15'174 | 64 | 9.9% | 16'831 | 71 | -33.1% | 11'374 | 47 | 14'460 | 61 | 2.4% | 59 |
| TI | 290'889 | 895 | 37.1% | 402'112 | 1'227 | -32.5% | 274'730 | 828 | 322'577 | 983 | -3.8% | 1'022 |
| VD | 1'297'700 | 1'933 | 112.0% | 2'779'067 | 4'098 | -39.1% | 1'725'601 | 2'498 | 1'934'123 | 2'844 | 207.9% | 924 |
| VS | 3'150 | 11 | 18.5% | 3'778 | 13 | -9.8% | 3'454 | 11 | 3'461 | 12 | 4.0% | 11 |
| NE | 355'428 | 2'098 | 26.3% | 450'051 | 2'649 | -26.1% | 334'823 | 1'957 | 380'101 | 2'234 | 4.6% | 2'135 |
| GE | 624'002 | 1'419 | 72.1% | 1'078'412 | 2'441 | 11.1% | 1'212'483 | 2'713 | 971'632 | 2'194 | 19.3% | 1'839 |
| JU | 17'569 | 258 | -0.4% | 17'558 | 257 | -29.8% | 12'376 | 181 | 15'834 | 232 | -5.1% | 244 |
| Total | 7'708'119 | 1'020 | 34.0% | 10'411'602 | 1'367 | -19.5% | 8'480'082 | 1'100 | 8'866'601 | 1'162 | 10.7% | 1'050 |

2.1.5 Répartitions fiscales déterminantes en 2012

Pour le potentiel de ressources, les répartitions fiscales déterminantes n'ont qu'une portée minimale. Leur part se situe entre -2,5 et 2,2 %. Les forts taux de fluctuation sont dus au fait que les cantons ne calculent pas régulièrement leurs répartitions fiscales. Le Tableau 8 montre les répartitions fiscales déterminantes pour l'année 2012.

Tableau 8 Répartitions fiscales déterminantes en 2012 et comparaison avec 2011

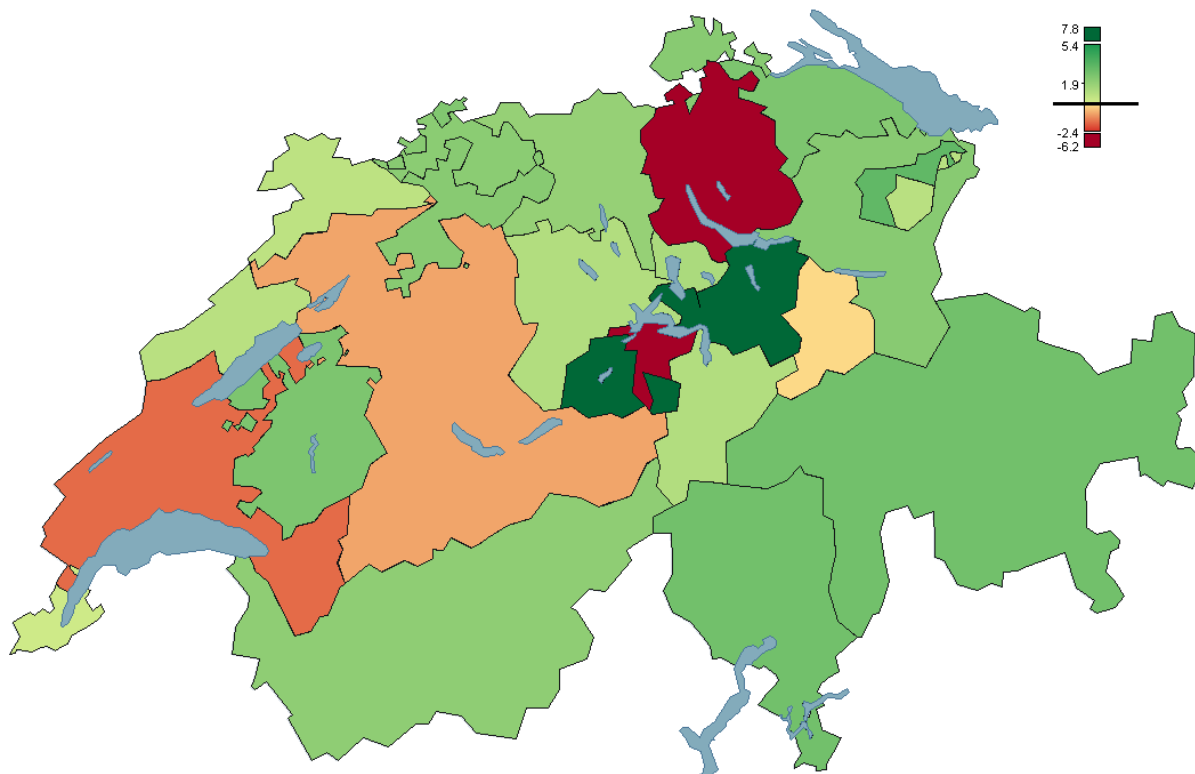
| | Répartitions fiscales déterminantes | | | | | | | | | | 2011 | |
|-----------------------|-------------------------------------|---------------|----------------------------|----------------------|---------------|----------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|-----------|----------------------|--------------------------------|
| | Années de calcul | | | | | | Années de référence | | | | | |
| | 2006 | | Modif. 07 par rapport à 06 | 2007 | | Modif. 08 par rapport à 07 | 2008 | | 2012 | | | Modif. 2012 par rapport à 2011 |
| en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | par hab. en % | en milliers de francs | par hab. (en francs) | total (en milliers de francs) | par hab. (en francs) | en % | par hab. (en francs) | |
| ZH | -147'454 | -113 | -6.0% | -140'399 | -106 | 335.1% | -622'242 | -462 | -303'365 | -229 | 72.6% | -133 |
| BE | -95'846 | -99 | -121.6% | 20'779 | 21 | -1803.6% | -355'702 | -365 | -143'590 | -148 | 83.0% | -81 |
| LU | -19'757 | -55 | -113.6% | 2'713 | 7 | -180.1% | -2'200 | -6 | -6'415 | -18 | -69.5% | -58 |
| UR | 2'694 | 78 | 109.0% | 5'609 | 163 | 38.2% | 7'798 | 225 | 5'367 | 155 | 50.8% | 103 |
| SZ | -7'059 | -51 | 168.1% | -19'156 | -137 | -87.7% | -2'399 | -17 | -9'538 | -68 | -19.5% | -85 |
| OW | 2'032 | 61 | 166.4% | 5'475 | 162 | 1.8% | 5'631 | 165 | 4'379 | 130 | 40.8% | 92 |
| NW | 3'851 | 98 | 42.0% | 5'496 | 139 | -53.5% | 2'578 | 65 | 3'975 | 100 | -38.7% | 164 |
| GL | 16'427 | 432 | -86.5% | 2'227 | 59 | 266.7% | 8'196 | 215 | 8'950 | 235 | 26.7% | 186 |
| ZG | 5'443 | 51 | -147.6% | -2'626 | -24 | -396.8% | 7'907 | 72 | 3'574 | 33 | -328.3% | -14 |
| FR | -2'127 | -8 | 747.5% | -18'333 | -69 | -134.6% | 6'454 | 24 | -4'669 | -18 | -59.1% | -43 |
| SO | 41'993 | 170 | -85.3% | 6'198 | 25 | 537.5% | 39'765 | 159 | 29'319 | 118 | 17.4% | 100 |
| BS | -78'982 | -415 | -64.6% | -27'865 | -147 | -244.6% | 40'457 | 212 | -22'130 | -116 | 90.8% | -61 |
| BL | -3'329 | -13 | 1096.5% | -40'040 | -150 | -85.7% | -5'760 | -21 | -16'376 | -61 | -21.8% | -78 |
| SH | 5'104 | 69 | -72.8% | 1'395 | 19 | 608.2% | 9'938 | 132 | 5'479 | 73 | 67.0% | 44 |
| AR | -621 | -12 | 412.4% | -3'188 | -61 | -93.6% | -206 | -4 | -1'338 | -26 | -64.7% | -72 |
| AI | -917 | -61 | -158.4% | 532 | 35 | 142.0% | 1'298 | 86 | 304 | 20 | -142.8% | -47 |
| SG | 32'386 | 70 | -9.7% | 29'437 | 63 | 263.4% | 107'995 | 230 | 56'606 | 121 | 51.0% | 80 |
| GR | 14'729 | 77 | 327.2% | 63'065 | 329 | 247.9% | 220'749 | 1'144 | 99'514 | 518 | 174.6% | 189 |
| AG | -10'544 | -18 | -271.4% | 18'268 | 32 | 165.0% | 49'127 | 84 | 18'950 | 33 | 624.4% | 5 |
| TG | 14'176 | 60 | -117.2% | -2'466 | -10 | -302.7% | 5'052 | 21 | 5'587 | 23 | -32.3% | 35 |
| TI | 74'496 | 229 | -25.6% | 55'911 | 171 | 255.2% | 201'024 | 606 | 110'477 | 337 | 34.7% | 250 |
| VD | 419'850 | 625 | -72.2% | 117'949 | 174 | 33.8% | 160'805 | 233 | 232'868 | 342 | -11.2% | 385 |
| VS | 17'503 | 60 | 370.3% | 83'324 | 281 | 111.0% | 178'268 | 592 | 93'032 | 313 | 78.1% | 176 |
| NE | -314'487 | -1'856 | -84.3% | -49'657 | -292 | -111.0% | 5'483 | 32 | -119'554 | -703 | 2.6% | -685 |
| GE | 62'889 | 143 | -124.8% | -15'649 | -35 | -330.5% | 36'501 | 82 | 27'914 | 63 | 152.5% | 25 |
| JU | 3'377 | 50 | 88.5% | 6'385 | 94 | 42.2% | 9'112 | 133 | 6'292 | 92 | 90.6% | 48 |
| Total | 35'826 | 5 | 191.8% | 105'384 | 14 | 8.4% | 115'629 | 15 | 85'613 | 11 | -4.3% | 12 |

+: solde; plus d'afflux d'autres cantons que de fonds versés à d'autres cantons
 -: solde; plus de fonds versés à d'autres cantons que d'afflux d'autres cantons

2.2 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2012

Le potentiel de ressources des cantons correspond à la somme de leurs revenus, fortunes et bénéfices déterminants pour l'année de référence, déduction faite des répartitions fiscales intercantionales. Entre 2011 et 2012, le potentiel de ressources de l'ensemble des cantons a diminué de 2,9 %, et celui des cantons à fort potentiel de ressources a même baissé de 5,2 %. Cette évolution tient principalement au nouveau calcul des facteurs alpha et bêta, à la prise en compte réduite des revenus imposés à la source, aux répercussions de la crise financière sur les revenus, fortunes et bénéfices déterminants ainsi qu'à la nette diminution des valeurs du canton de Vaud en ce qui concerne les personnes morales. Onze cantons affichent néanmoins une croissance de leur potentiel de ressources. A commencer par Obwald (6,5 %), Schwyz (4,0 %) et Fribourg (2,6 %). A l'opposé, les cantons dont le potentiel de ressources a le plus diminué sont Vaud (-12,7 %), Zurich (-6,1 %), Nidwald (-4,2 %) et Berne (-3,4 %). L'indice des ressources s'obtient ensuite en rapportant le potentiel de ressources par habitant d'un canton à la moyenne suisse correspondante. Les valeurs de référence pour 2012 et la comparaison avec 2011 (indice des ressources) figurent dans le Tableau 10 (cf. p. 22). La Figure 2 en donne en outre un aperçu graphique.

Figure 2: Variation de l'indice des ressources, en points; 2011 - 2012



Par rapport à l'indice des ressources de 2011, Schwyz (+9,4 points d'indice) et Obwald (+7,1 points d'indice) affichent de fortes progressions. L'évolution est saisissante dans le cas d'Obwald. En 2008, ce canton affichait encore le deuxième plus faible indice de ressources (67,3 points) de tous les cantons. Entre-temps, il a dépassé onze cantons et s'est amélioré de 13,8 points d'indice, pour atteindre 80,2 points (2012). Tant les revenus des personnes physiques que la vigoureuse croissance des bénéfiques des personnes morales y ont contribué. Par ailleurs, Bâle-Campagne redevient en 2012 un canton à fort potentiel de ressources.

Les trois seuls cantons à fort potentiel de ressources à afficher un recul de leur indice des ressources par rapport à l'année précédente sont Vaud (-12,6 points d'indice), Zurich (-4,8 points d'indice) et Nidwald (-1,3 points d'indice). Comme à Nidwald la fortune des personnes physiques joue un rôle prépondérant dans le potentiel de ressources, ce recul s'explique principalement par le facteur alpha nouvellement calculé (cf. Tableau 9). Dans les cas des cantons de Vaud et de Zurich, la diminution des bénéfiques des personnes morales est la cause du recul.

Parmi les cantons à faible potentiel de ressources, tous ont vu leur indice des ressources augmenter par rapport à l'année de référence 2011, à l'exception du canton de Berne, qui affiche de nouveau un indice des ressources de 74,9 points d'indice. Il enregistre un accroissement inférieur à la moyenne des revenus des personnes physiques (+0,2 %), que les autres composantes du potentiel de ressources ne suffisent pas à compenser.

Tableau 9 Composantes en pour-cent de l'AFA (moyenne des années de calcul 2006 à 2008)

| Part des éléments constitutifs du potentiel de ressources en 2012 | | | | | | |
|---|--------------|-----------------------------|-------------|--------------------------------|--|-----------------------|
| | Revenus | Revenus imposés à la source | Fortune | Personnes morales | | Répartitions fiscales |
| | | | | sans statut fiscal particulier | jouissant d'un statut fiscal particulier | |
| ZH | 67.4% | 3.1% | 4.4% | 24.6% | 1.1% | -0.6% |
| BE | 68.8% | 2.4% | 4.6% | 24.3% | 0.7% | -0.7% |
| LU | 72.1% | 2.7% | 4.3% | 19.2% | 1.8% | -0.1% |
| UR | 70.2% | 3.7% | 4.5% | 20.3% | 0.4% | 0.9% |
| SZ | 74.4% | 1.7% | 6.8% | 13.5% | 3.6% | -0.2% |
| OW | 70.8% | 3.0% | 5.1% | 19.6% | 1.0% | 0.5% |
| NW | 75.2% | 1.5% | 9.6% | 12.1% | 1.3% | 0.3% |
| GL | 70.1% | 3.0% | 5.5% | 15.8% | 4.4% | 1.2% |
| ZG | 52.5% | 2.1% | 3.5% | 22.5% | 19.4% | 0.0% |
| FR | 71.6% | 3.0% | 2.9% | 19.2% | 3.4% | -0.1% |
| SO | 71.5% | 2.2% | 2.5% | 22.9% | 0.4% | 0.5% |
| BS | 49.7% | 7.2% | 3.7% | 18.9% | 20.7% | -0.3% |
| BL | 76.5% | 4.0% | 3.1% | 15.7% | 0.9% | -0.2% |
| SH | 55.2% | 5.5% | 3.3% | 24.3% | 11.5% | 0.2% |
| AR | 71.6% | 2.7% | 6.0% | 19.3% | 0.6% | -0.1% |
| AI | 71.9% | 2.1% | 6.4% | 18.2% | 1.3% | 0.1% |
| SG | 66.4% | 3.8% | 5.0% | 22.8% | 1.5% | 0.5% |
| GR | 66.6% | 6.8% | 6.0% | 16.9% | 1.5% | 2.2% |
| AG | 71.8% | 3.0% | 3.9% | 20.9% | 0.3% | 0.1% |
| TG | 70.1% | 3.5% | 4.7% | 21.4% | 0.3% | 0.1% |
| TI | 60.2% | 7.2% | 3.1% | 25.1% | 3.3% | 1.1% |
| VD | 65.3% | 4.1% | 3.2% | 17.5% | 8.9% | 1.1% |
| VS | 74.0% | 5.2% | 4.3% | 14.8% | 0.1% | 1.6% |
| NE | 56.0% | 3.8% | 2.3% | 32.5% | 7.9% | -2.5% |
| GE | 59.1% | 8.9% | 2.7% | 24.2% | 5.0% | 0.1% |
| JU | 67.4% | 5.5% | 2.8% | 22.6% | 1.2% | 0.5% |
| CH | 66.2% | 4.1% | 4.0% | 21.7% | 3.9% | 0.0% |

Tableau 10 Potentiel de ressources et indice des ressources en 2012, ainsi que comparaison avec 2011 (indice des ressources)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2012 | | | | 2011 | | Modif. indice ress. 2012 p. rap. à 2011 (points d'ind.) |
|--------------|---|---|---|--|--|---|--------------------------|---|--------------------------|--|
| | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Assiette fiscale agrégée en milliers de francs | Potentiel de ressources en milliers de francs | Population résidente moyenne pour les années de calcul (moyenne 2006- 2008) | Potentiel de ressources par habitant en francs | Indice des ressources | Potentiel de ressources par habitant en francs | Indice des ressources | |
| ZH | 48'290'541 | 50'001'923 | 46'634'576 | 48'309'013 | 1'325'599 | 36'443 | 123.0 | 39'374 | 127.8 | -4.8 |
| BE | 21'146'226 | 22'600'518 | 20'897'852 | 21'548'199 | 970'414 | 22'205 | 74.9 | 23'077 | 74.9 | 0.0 |
| LU | 7'793'717 | 8'282'473 | 8'406'193 | 8'160'794 | 362'202 | 22'531 | 76.0 | 22'818 | 74.1 | 1.9 |
| UR | 563'271 | 630'405 | 615'411 | 603'029 | 34'557 | 17'450 | 58.9 | 17'632 | 57.2 | 1.7 |
| SZ | 5'512'172 | 6'622'100 | 6'479'897 | 6'204'723 | 140'022 | 44'312 | 149.5 | 43'178 | 140.1 | 9.4 |
| OW | 779'942 | 827'170 | 826'555 | 811'222 | 33'776 | 24'018 | 81.1 | 22'799 | 74.0 | 7.1 |
| NW | 1'335'846 | 1'488'194 | 1'514'625 | 1'446'222 | 39'618 | 36'504 | 123.2 | 38'365 | 124.5 | -1.3 |
| GL | 724'212 | 761'827 | 749'112 | 745'050 | 38'067 | 19'572 | 66.0 | 20'144 | 65.4 | 0.6 |
| ZG | 7'557'246 | 8'379'577 | 8'268'893 | 8'068'572 | 108'856 | 74'122 | 250.1 | 75'830 | 246.1 | 4.0 |
| FR | 5'286'488 | 5'587'748 | 5'910'221 | 5'594'819 | 264'252 | 21'172 | 71.4 | 20'980 | 68.1 | 3.3 |
| SO | 5'763'138 | 6'015'087 | 5'853'549 | 5'877'258 | 249'052 | 23'598 | 79.6 | 23'563 | 76.5 | 3.1 |
| BS | 7'701'212 | 9'161'271 | 8'309'582 | 8'390'688 | 190'211 | 44'113 | 148.9 | 44'574 | 144.7 | 4.2 |
| BL | 7'806'450 | 8'091'643 | 8'234'074 | 8'044'056 | 267'442 | 30'078 | 101.5 | 30'261 | 98.2 | 3.3 |
| SH | 2'008'599 | 2'231'992 | 2'349'691 | 2'196'761 | 74'659 | 29'424 | 99.3 | 29'559 | 95.9 | 3.4 |
| AR | 1'142'191 | 1'210'707 | 1'293'425 | 1'215'441 | 52'381 | 23'204 | 78.3 | 22'820 | 74.1 | 4.2 |
| AI | 336'391 | 381'490 | 387'057 | 368'313 | 15'105 | 24'384 | 82.3 | 24'796 | 80.5 | 1.8 |
| SG | 9'653'657 | 10'951'373 | 11'192'037 | 10'599'022 | 466'380 | 22'726 | 76.7 | 22'682 | 73.6 | 3.1 |
| GR | 4'262'243 | 4'454'926 | 5'069'310 | 4'595'493 | 192'118 | 23'920 | 80.7 | 23'682 | 76.9 | 3.8 |
| AG | 14'205'230 | 15'397'856 | 15'383'212 | 14'995'432 | 579'660 | 25'869 | 87.3 | 26'020 | 84.5 | 2.8 |
| TG | 5'031'262 | 5'573'638 | 5'614'191 | 5'406'364 | 238'240 | 22'693 | 76.6 | 22'515 | 73.1 | 3.5 |
| TI | 9'058'204 | 9'967'309 | 9'942'886 | 9'656'133 | 328'023 | 29'437 | 99.3 | 29'402 | 95.4 | 3.9 |
| VD | 19'791'282 | 22'835'465 | 22'378'619 | 21'668'455 | 680'148 | 31'858 | 107.5 | 37'008 | 120.1 | -12.6 |
| VS | 5'476'864 | 5'976'558 | 6'279'169 | 5'910'864 | 297'091 | 19'896 | 67.1 | 19'822 | 64.3 | 2.8 |
| NE | 4'416'895 | 5'092'405 | 5'015'319 | 4'841'540 | 170'132 | 28'457 | 96.0 | 28'996 | 94.1 | 1.9 |
| GE | 18'636'645 | 19'944'245 | 19'988'874 | 19'523'255 | 442'833 | 44'087 | 148.8 | 45'262 | 146.9 | 1.9 |
| JU | 1'235'772 | 1'329'600 | 1'304'994 | 1'290'122 | 68'252 | 18'902 | 63.8 | 19'198 | 62.3 | 1.5 |
| Total | 215'515'697 | 233'797'503 | 228'899'324 | 226'070'841 | 7'629'088 | 29'633 | 100.0 | 30'809 | 100.0 | 0.0 |

2.3 Péréquation des ressources en 2012 – Versements des cantons à fort potentiel de ressources et montants perçus par les cantons à faible potentiel de ressources

La dotation de la péréquation des ressources pour l'année 2012 résulte de l'adaptation du montant versé en 2011 ainsi que d'un relèvement unique de 81,2 millions de francs dans la péréquation verticale des ressources (voir plus loin).

En vertu des dispositions de la PFCC, le Parlement fixe tous les quatre ans les contributions de base à la péréquation verticale et à la péréquation horizontale des ressources. Pour la deuxième période de quatre ans, il a suivi la proposition du Conseil fédéral visant, à partir des chiffres de l'année 2011, à adapter la contribution de base selon la même méthode que celle qui s'applique durant la période de quatre ans, autrement dit pour les années intermédiaires. Selon l'art. 5, al. 2, PFCC, la contribution de base des cantons à fort potentiel de ressources doit être modifiée en fonction de l'évolution de leur potentiel de ressources et celle de la Confédération en fonction de l'évolution du potentiel de ressources de tous les cantons. Ainsi, la contribution de la Confédération (péréquation verticale des ressources) est réduite de 2,9 % par rapport à l'année de référence 2011, celle des cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources) diminuant même de 5,2 %.

En plus de cette adaptation, la dotation verticale de la péréquation des ressources a été relevée de 81,2 millions de francs au titre de la deuxième période de quatre ans (2012 - 2015), ce qui compense le montant dont les cantons ont été débités lors de l'introduction de la RPT en 2008 dans le bilan global par rapport à la Confédération et aux assurances sociales (non-respect de la neutralité budgétaire). Le montant total s'élève à 112 millions de francs.⁸ Il sera réparti en fonction de leur situation en 2008 sur les instruments de péréquation que sont la péréquation verticale des ressources (81,2 millions de francs) ainsi que la péréquation des charges due à des facteurs géotopographiques et sociodémographiques (15,4 millions chacune). De ce fait, la péréquation verticale des ressources croît de 0,9 % en chiffres réels par rapport à l'année de référence 2011 (cf. Tableau 22, p. 45). En revanche, la compensation de l'écart par rapport à la neutralité budgétaire n'a aucune

⁸ Pour 2008, le non-respect de la neutralité budgétaire a été évaluée à 100 millions de francs. Le montant supplémentaire de 12 millions de francs équivaut à une rémunération de 3 % du montant total, qui s'élève à 400 millions de francs pour la période quadriennale 2008-2011.

incidence sur la péréquation horizontale des ressources.

L'indice des ressources détermine directement les montants versés ou perçus par les cantons au titre de la péréquation des ressources. Les cantons affichant un indice des ressources supérieur à 100 points sont les contributeurs, leur apport dépendant de leur potentiel de ressources et de leur population (péréquation horizontale des ressources). Quant aux cantons dont l'indice des ressources est inférieur à 100 points, ils sont les bénéficiaires (péréquation horizontale et verticale des ressources).

Les montants versés ou perçus en 2012 au titre de la péréquation des ressources figurent dans le Tableau 11.

Pour l'année de référence 2012, le canton de Bâle-Campagne redevient un canton à fort potentiel de ressources (IR = 101,5). L'année précédente, il était tombé pour la première fois dans le groupe des cantons à faible potentiel de ressources. Avec un indice proche de 100, Bâle-Campagne ne fournit qu'une contribution minimale à la péréquation horizontale des ressources et les conséquences au titre des paiements compensatoires sont négligeables elles aussi. Il n'en va pas de même du canton de Zurich, dont le paiement compensatoire est en repli de 103 millions de francs par rapport à 2011.

Parmi les cantons à *fort potentiel de ressources*, on remarque surtout le surcroît de charges par habitant de Zoug (207 francs par habitant), de Schwyz (190 francs par habitant) et de Bâle-Ville (103 francs par habitant), ainsi que la baisse de charges des cantons de Vaud (-181 francs par habitant) et de Zurich (-49 francs par habitant).

Quant aux cantons à *faible potentiel de ressources*, les paiements compensatoires qui leur reviennent varient également en fonction de l'évolution de leurs indices des ressources. C'est ainsi qu'en raison de la forte progression de son indice, le canton d'Obwald percevra nettement moins de contributions à la compensation des ressources qu'en 2011 (288 francs par habitant). En revanche, les cantons de Berne (119 francs par habitant) et de Glaris (112 francs par habitant) bénéficieront des plus fortes hausses de recettes par habitant en 2012.

La dernière colonne, intitulée «Indice des RFS après la péréquation», du Tableau 11 est également importante pour la péréquation des ressources. Elle indique en effet dans quelle mesure la péréquation des ressources peut accroître l'indice des recettes fiscales standardisées (RFS, cf. encadré) du canton au plus faible potentiel de ressources (Uri, une fois de plus, pour l'année de référence 2012). L'art. 6 de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC) a *pour but* de porter l'indice du

canton au plus faible potentiel de ressources à 85 points au moins à l'issue de la péréquation des ressources.

Tableau 11 Péréquation des ressources en 2012 et comparaison avec 2011

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

Taux fiscal standardisé en 2012: 28,0 %

| | Péréquation des ressources en 2012 | | | | | | Péréquation des ress. en 2011 | | | Modif. pér. des ress. 2012 par rapport à 2011 | |
|--------------|------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|---|-------------------------------|-----------------------------------|---|--|-----------|
| | IR 2012 | horizontale | | verticale | Total | Indice des RFS après la péréquation * | IR 2011 | Total en milliers de francs | Indice des RFS après la péréquation * | | |
| | | Montants versés | Montants perçus | | | | | | | Indice | Indice |
| ZH | 123.0 | 486'220 | 0 | 0 | 486'220 | 118.6 | 127.8 | 550'654 | 122.6 | -64'435 | -49 |
| BE | 74.9 | 0 | 395'798 | 577'693 | -973'491 | 87.0 | 74.9 | -858'208 | 85.8 | -115'284 | -119 |
| LU | 76.0 | 0 | 137'710 | 200'996 | -338'706 | 87.3 | 74.1 | -335'196 | 85.5 | -3'510 | -10 |
| UR | 58.9 | 0 | 30'529 | 44'558 | -75'087 | 85.1 | 57.2 | -73'644 | 83.3 | -1'443 | -42 |
| SZ | 149.5 | 110'534 | 0 | 0 | 110'534 | 140.0 | 140.1 | 83'955 | 132.7 | 26'578 | 190 |
| OW | 81.1 | 0 | 8'831 | 12'890 | -21'721 | 88.8 | 74.0 | -31'435 | 85.5 | 9'715 | 288 |
| NW | 123.2 | 14'658 | 0 | 0 | 14'658 | 118.7 | 124.5 | 14'605 | 120.0 | 53 | 1 |
| GL | 66.0 | 0 | 24'982 | 36'464 | -61'446 | 85.5 | 65.4 | -57'189 | 83.8 | -4'257 | -112 |
| ZG | 250.1 | 260'571 | 0 | 0 | 260'571 | 221.2 | 246.1 | 237'987 | 219.0 | 22'584 | 207 |
| FR | 71.4 | 0 | 132'247 | 193'024 | -325'271 | 86.3 | 68.1 | -341'783 | 84.2 | 16'512 | 62 |
| SO | 79.6 | 0 | 73'398 | 107'129 | -180'528 | 88.4 | 76.5 | -197'443 | 86.2 | 16'915 | 68 |
| BS | 148.9 | 148'332 | 0 | 0 | 148'332 | 139.5 | 144.7 | 128'826 | 136.4 | 19'507 | 103 |
| BL | 101.5 | 6'398 | 0 | 0 | 6'398 | 101.2 | 98.2 | -3'127 | 98.4 | 9'525 | 36 |
| SH | 99.3 | 0 | 111 | 163 | -274 | 99.3 | 95.9 | -3'375 | 96.5 | 3'101 | 42 |
| AR | 78.3 | 0 | 17'007 | 24'822 | -41'829 | 87.9 | 74.1 | -48'922 | 85.5 | 7'093 | 135 |
| AI | 82.3 | 0 | 3'564 | 5'201 | -8'765 | 89.3 | 80.5 | -8'830 | 87.7 | 65 | 4 |
| SG | 76.7 | 0 | 169'280 | 247'075 | -416'356 | 87.5 | 73.6 | -446'769 | 85.4 | 30'413 | 65 |
| GR | 80.7 | 0 | 51'908 | 75'763 | -127'671 | 88.7 | 76.9 | -148'372 | 86.3 | 20'701 | 108 |
| AG | 87.3 | 0 | 81'280 | 118'633 | -199'913 | 91.5 | 84.5 | -230'591 | 89.4 | 30'678 | 53 |
| TG | 76.6 | 0 | 87'055 | 127'063 | -214'118 | 87.4 | 73.1 | -234'742 | 85.3 | 20'623 | 87 |
| TI | 99.3 | 0 | 490 | 715 | -1'205 | 99.4 | 95.4 | -17'814 | 96.1 | 16'609 | 51 |
| VD | 107.5 | 81'350 | 0 | 0 | 81'350 | 106.1 | 120.1 | 204'361 | 116.4 | -123'011 | -181 |
| VS | 67.1 | 0 | 185'180 | 270'282 | -455'463 | 85.6 | 64.3 | -464'048 | 83.7 | 8'585 | 29 |
| NE | 96.0 | 0 | 3'901 | 5'694 | -9'596 | 96.7 | 94.1 | -13'984 | 95.1 | 4'388 | 26 |
| GE | 148.8 | 344'629 | 0 | 0 | 344'629 | 139.4 | 146.9 | 312'255 | 138.2 | 32'374 | 73 |
| JU | 63.8 | 0 | 49'418 | 72'129 | -121'547 | 85.3 | 62.3 | -117'764 | 83.5 | -3'782 | -55 |
| Total | 100.0 | 1'452'691 | 1'452'691 | 2'120'294 | -2'120'294 | | 100.0 | -2'100'592 | | -19'702 | -3 |

*Les **recettes fiscales standardisées (RFS)** sont une notion technique désignant les ressources propres déterminantes au sens de l'art. 6, al. 3, PFCC. Il s'agit d'un paramètre permettant de juger de l'effet de la péréquation des ressources. Les RFS d'un canton correspondent aux recettes fiscales qu'il réaliserait à la condition qu'il exploite son potentiel de ressources en appliquant un taux d'imposition proportionnel et unique pour tous les cantons. Pour juger de l'effet péréquatif, les montants de la péréquation tant horizontale que verticale des ressources sont ajoutés aux valeurs cantonales des RFS ou en sont soustraits. On obtient ainsi les «RFS après péréquation des ressources», lesquelles servent à calculer l'«indice des RFS après la péréquation».*

Compte tenu des versements au titre de la péréquation des ressources en 2012, tous les cantons à faible potentiel de ressources atteindront l'objectif de 85,0 points.

A noter que pour les recettes fiscales standardisées de 2012, les recettes des années de calcul 2006 et 2007 ne coïncident plus avec les chiffres de l'année de référence 2011; elles sont en effet légèrement inférieures, ce qui s'explique par la disparition de l'impôt ecclésiastique. Depuis la réforme de la statistique financière en 2008, les impôts ecclésiastiques ne sont plus recensés au titre des recettes fiscales de l'Etat. Selon les normes internationales, les églises et les communautés religieuses (à l'inclusion de celles qui sont financées – mais non pas contrôlées – par l'Etat) font partie du secteur «Organisations privées sans but lucratif» et non du secteur étatique. Néanmoins, le taux fiscal standardisé (TFS) augmente, passant de 26,5 % (2011) à 28,0 % (2012).

En vertu de l'art. 4, al. 2, PFCC, la péréquation horizontale des ressources doit se situer entre deux tiers et 80 % des prestations de la Confédération (péréquation verticale des ressources). Les versements au titre de la péréquation des ressources incombant en 2012 à tous les cantons à fort potentiel de ressources s'élèvent à 68,5 % de la péréquation verticale des ressources. En 2011, le rapport était de 73 %. Ce recul est imputable au relèvement exceptionnel de la dotation de la péréquation verticale des ressources, destiné à compenser l'écart par la rapport à la neutralité budgétaire et à la forte diminution du potentiel de ressources des cantons à fort potentiel.

Selon l'art. 6, al. 3, PFCC, les cantons à fort potentiel de ressources contribuent à la péréquation horizontale des ressources par le versement d'un pourcentage uniforme sur la part des RFS ou du potentiel de ressources qui dépasse la moyenne suisse (excédents respectifs des RFS et du potentiel de ressources). Comme le montre le Tableau 12, cette part augmente par rapport à l'année précédente, passant de 4,9 à 5,4 % pour l'excédent du potentiel de ressources et de 18,5 à 19,3 % pour l'excédent des RFS. Ainsi, les cantons à fort potentiel de ressources sont un peu plus sollicités qu'en 2011. Leur taux de contribution n'en est pas moins inférieur à ce qu'il était au début de la première période de

quatre ans (5,5 % de l'excédent du potentiel de ressources et 19,7 % de l'excédent des RFS en 2008).

Tableau 12 Versements / rentrées en % du potentiel de ressources, de l'excédent du potentiel de ressources, des RFS et de l'excédent des RFS (2011 et 2012)

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Péréquation des ressources par habitant 2012 | | | | | Péréquation des ressources par habitant 2011 | | | | |
|----|--|---------------------------------|--|--------------|------------------------------|--|---------------------------------|--|--------------|------------------------------|
| | en francs | en % du potentiel de ressources | en % de l'excédent du potentiel de ressources* | en % des RFS | en % de l'excédent des RFS** | en francs | en % du potentiel de ressources | en % de l'excédent du potentiel de ressources* | en % des RFS | en % de l'excédent des RFS** |
| ZH | 367 | 1.0% | 5.4% | 3.6% | 19.3% | 421 | 1.1% | 4.9% | 4.0% | 18.5% |
| BE | -1'003 | -4.5% | -13.5% | -16.2% | -48.3% | -888 | -3.8% | -11.5% | -14.5% | -43.3% |
| LU | -935 | -4.2% | -13.2% | -14.8% | -47.1% | -935 | -4.1% | -11.7% | -15.4% | -44.1% |
| UR | -2'173 | -12.5% | -17.8% | -44.5% | -63.8% | -2'131 | -12.1% | -16.2% | -45.6% | -61.0% |
| SZ | 789 | 1.8% | 5.4% | 6.4% | 19.2% | 608 | 1.4% | 4.9% | 5.3% | 18.5% |
| OW | -643 | -2.7% | -11.5% | -9.6% | -41.0% | -941 | -4.1% | -11.7% | -15.6% | -44.3% |
| NW | 370 | 1.0% | 5.4% | 3.6% | 19.3% | 371 | 1.0% | 4.9% | 3.6% | 18.5% |
| GL | -1'614 | -8.2% | -16.0% | -29.5% | -57.4% | -1'503 | -7.5% | -14.1% | -28.1% | -53.2% |
| ZG | 2'394 | 3.2% | 5.4% | 11.5% | 19.2% | 2'214 | 2.9% | 4.9% | 11.0% | 18.5% |
| FR | -1'231 | -5.8% | -14.5% | -20.8% | -52.0% | -1'316 | -6.3% | -13.4% | -23.6% | -50.5% |
| SO | -725 | -3.1% | -12.0% | -11.0% | -43.0% | -797 | -3.4% | -11.0% | -12.8% | -41.5% |
| BS | 780 | 1.8% | 5.4% | 6.3% | 19.3% | 677 | 1.5% | 4.9% | 5.7% | 18.6% |
| BL | 24 | 0.1% | 5.4% | 0.3% | 19.2% | -12 | 0.0% | -2.1% | -0.1% | -8.1% |
| SH | -4 | 0.0% | -1.8% | 0.0% | -6.3% | -45 | -0.2% | -3.6% | -0.6% | -13.7% |
| AR | -799 | -3.4% | -12.4% | -12.3% | -44.4% | -935 | -4.1% | -11.7% | -15.4% | -44.1% |
| AI | -580 | -2.4% | -11.1% | -8.5% | -39.5% | -587 | -2.4% | -9.8% | -8.9% | -36.8% |
| SG | -893 | -3.9% | -12.9% | -14.0% | -46.2% | -964 | -4.3% | -11.9% | -16.0% | -44.7% |
| GR | -665 | -2.8% | -11.6% | -9.9% | -41.6% | -775 | -3.3% | -10.9% | -12.3% | -41.0% |
| AG | -345 | -1.3% | -9.2% | -4.8% | -32.8% | -402 | -1.5% | -8.4% | -5.8% | -31.7% |
| TG | -899 | -4.0% | -13.0% | -14.2% | -46.3% | -995 | -4.4% | -12.0% | -16.7% | -45.2% |
| TI | -4 | 0.0% | -1.9% | 0.0% | -6.7% | -55 | -0.2% | -3.9% | -0.7% | -14.7% |
| VD | 120 | 0.4% | 5.4% | 1.3% | 19.2% | 305 | 0.8% | 4.9% | 3.1% | 18.5% |
| VS | -1'533 | -7.7% | -15.7% | -27.6% | -56.3% | -1'582 | -8.0% | -14.4% | -30.1% | -54.3% |
| NE | -56 | -0.2% | -4.8% | -0.7% | -17.2% | -82 | -0.3% | -4.6% | -1.1% | -17.2% |
| GE | 778 | 1.8% | 5.4% | 6.3% | 19.3% | 711 | 1.6% | 4.9% | 5.9% | 18.5% |
| JU | -1'781 | -9.4% | -16.6% | -33.7% | -59.4% | -1'730 | -9.0% | -14.9% | -34.0% | -56.2% |

* Excédent du potentiel de ressources : la part du potentiel de ressources supérieure (ou inférieure) à la moyenne suisse

** Excédent des RFS : la part des recettes fiscales standardisées supérieure (ou inférieure) à la moyenne suisse

Il ressort également du Tableau 12 que les cantons à faible potentiel de ressources d'Uri et du Jura perçoivent des contributions équivalant respectivement à 44,5 et 33,7 % de leurs recettes fiscales standardisées.

2.4 Mesures en cas de qualité insuffisante des données

Le calcul du potentiel de ressources en 2012 a encore nécessité diverses corrections et estimations pour les années de calcul 2006, 2007 et 2008.

2.4.1 Revenus imposés à la source

En ce qui concerne le canton du *Jura*, une nouvelle correction a été apportée aux revenus imposés à la source au titre de l'année de calcul 2008. Les chiffres des années de calcul 2006 et 2007 diffèrent de ceux calculés pour l'année de référence 2011. La raison en est, d'une part, que l'intégration réduite des revenus des frontaliers est d'ores et déjà prise en compte dans l'estimation pour 2012 (cf. ch. 2.1.2) et, d'autre part, que deux cantons ont fourni des données complémentaires (cf. Tableau 1, p. 4).

2.4.2 Bénéfices des personnes morales à statut fiscal particulier

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) a constaté que les données fournies par le canton de Vaud pour le calcul du potentiel de ressources 2011 étaient d'une qualité insuffisante. Le problème concerne les bénéfices déterminants des personnes morales pour les années de calcul 2005, 2006 et 2007. Or les années de calcul 2006 et 2007 ont une incidence sur le potentiel de ressources en 2012, l'année de calcul 2007 affectant de surcroît le potentiel de ressources en 2013. Le CDF a soumis les données en question du canton de Vaud à un nouvel examen approfondi. Cette analyse a abouti à la remise de nouvelles données au début de novembre 2010. Ces données n'apparaissent pas encore dans le potentiel de ressources pour 2011, en raison des imprécisions restantes et faute du temps nécessaire. Aussi la proposition du DFF au Conseil fédéral portant sur l'adoption des données de 2011 signalait-elle qu'après l'examen de ces chiffres par le CDF et le groupe technique chargé de l'assurance-qualité, une correction rétroactive des paiements compensatoires pour 2011 serait opérée le cas échéant.

Le CDF était en principe d'accord avec les nouvelles données livrées par le canton au début de novembre 2010. Il restait toutefois une divergence sur la classification de six sociétés mixtes faisant l'objet d'une taxation provisoire au moment de l'extraction des données du système cantonal de saisie. Il s'agit de sociétés mixtes, bénéficiant simultanément d'allègements fiscaux au sens de l'art. 12 de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0). Le canton de Vaud avait annoncé par erreur les bénéfices de ces sociétés comme s'il s'agissait d'entreprises soumises au régime

d'imposition ordinaire (code de statut 1), en indiquant à tort le bénéfice réduit conformément à l'allégement fiscal accordé par la Confédération. La solution correcte aurait consisté à fournir les données comme étant celles de sociétés mixtes (code de statut 4), en indiquant le bénéfice intégral par secteur d'activité (répartition du bénéfice selon sa source suisse ou sa provenance de l'étranger).

Dans le cas des sociétés jouissant d'un statut fiscal spécial et faisant l'objet d'une taxation provisoire, le facteur bêta serait malgré tout égal à 1, en vertu de l'art. 19, al. 5, OPFCC. Or selon l'art. 54 OPFCC (disposition transitoire), l'art. 19, al. 5 ne s'applique pas jusqu'à l'année de calcul 2013, pour autant que *la qualité des données provisoires fournies soit équivalente* à celle des données définitives après taxation. Dans le cas d'espèce, une telle équivalence est douteuse puisqu'au «moment de l'extraction», les cas n'avaient pas été communiqués «par secteur d'activité», comme l'exige l'annexe 4, ch. 4.11, des directives du DFF du 19 décembre 2008.

En vertu de l'art. 3, al. 3, PFCC, le Conseil fédéral est tenu de prendre en considération, pour le calcul du potentiel de ressources, l'exploitabilité fiscale limitée des bénéfices réalisés par les entreprises fiscalement privilégiées. De l'avis de l'AFF, l'utilisation d'un facteur bêta égal à 1 pour les bénéfices provenant de l'étranger des sociétés en question respecterait sans doute les prescriptions formelles de l'OPFCC et les directives du DFF du 19 décembre 2008. L'AFF estime toutefois que comme la prise en compte intégrale des bénéfices aboutirait à surestimer fortement le potentiel de ressources du canton de Vaud par rapport à sa performance économique, un tel résultat ne serait pas conciliable matériellement avec l'art. 3, al. 3, PFCC.

D'où la question de savoir si les données livrées sont exploitables au sens de l'art. 42 OPFCC. Il importe de souligner à ce propos que les données de la seconde livraison a posteriori du canton de Vaud ont beau ne pas respecter d'un point de vue formel les directives du DFF, elles sont toutefois correctes sur le plan matériel. En définitive, l'administration et le Conseil fédéral doivent en premier lieu viser à l'exactitude matérielle dans l'application de la péréquation financière. En outre, il faut veiller au respect du principe de proportionnalité. Pour ces raisons, l'AFF a décidé d'utiliser les données livrées a posteriori par Vaud pour le calcul du potentiel de ressources en 2012. D'entente avec ce canton, les années de référence 2009 à 2011 n'ont pas fait l'objet de corrections rétroactives.

2.4.3 Vue d'ensemble des mesures

Toutes les corrections, estimations et données complémentaires, livrées tardivement et relatives aux trois années de calcul, sont brièvement exposées dans les sous-chapitres correspondants du ch. 2.1. Le Tableau 13 en donne une vue synoptique.

Tableau 13 Mesures en cas de qualité insuffisante des données pour l'année de référence 2012

| | Revenus déterminants imposés à la source en 2012 | | | Bénéfices des personnes morales avec statut fiscal spécial en 2012 | | |
|-----------|--|------------|------------|--|--------------------------|------|
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2006 | 2007 | 2008 |
| VD | | | | livraison complémentaire | livraison complémentaire | |
| JU | Correction | Correction | Correction | | | |
| GR | Estimation | Estimation | | | | |

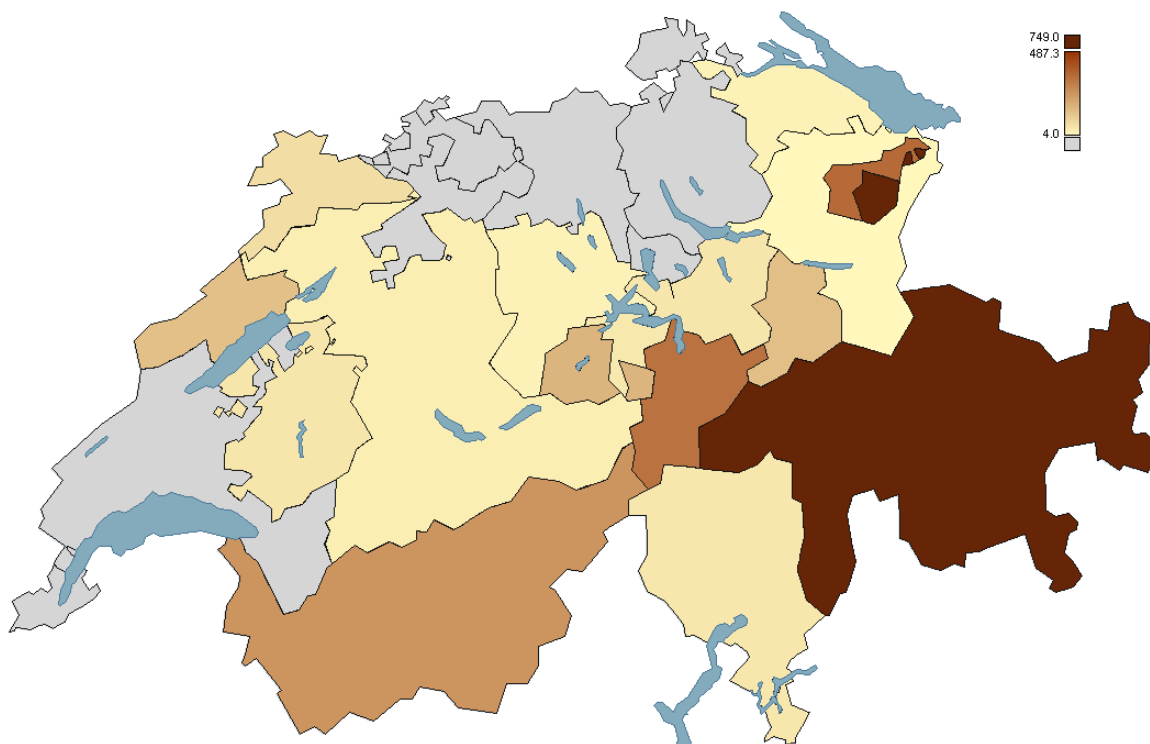
3 Compensation des charges en 2012

La dotation de la compensation des charges pour l'année de référence 2012 résulte de l'adaptation au renchérissement du montant de la compensation de l'année précédente. L'adaptation se fonde sur le dernier taux de renchérissement disponible le 31 mai 2011, auquel s'ajoute un relèvement unique de 30,8 millions de francs en compensation de l'écart par rapport à la neutralité budgétaire 2008 (cf. ch. 2.3). Le taux de renchérissement consiste en la variation de l'indice national des prix à la consommation par rapport au mois de référence de l'année précédente, soit avril 2011. Le taux de renchérissement retenu pour l'année 2012 se situe par conséquent à 0,3 % et la somme à disposition en 2012 pour la compensation des charges s'élève à 738 millions de francs, soit 33 millions de francs de plus que pour la compensation des charges en 2011 (705 millions de francs). Elle est destinée, pour moitié à chaque fois (env. 368,8 millions), à la compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques et à la compensation des charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques.

3.1 Compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques (CCG)

Dans le cas de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques, les charges excessives déterminantes sont mesurées à l'aide de quatre indicateurs partiels, soit l'altitude, la déclivité du terrain, la structure de l'habitat et la densité démographique. On parle de charges excessives dès lors que l'indice des charges dépasse le seuil de 100 (= moyenne pour l'ensemble de la Suisse).

Figure 3: Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques, en francs par tête en 2012



Comme les années précédentes, les données du recensement de la population de 2000 ont servi à calculer les indices des charges 2012. En outre, les données utilisées pour les indicateurs partiels concernés sont celles de l'altitude médiane, des surfaces productives (1992/97), de la statistique de la superficie (2009) et de la population résidente permanente (2009).

Les charges excessives déterminantes pour l'année de référence 2012 figurent dans le Tableau 14. Selon l'OPFCC, le montant de la compensation doit être utilisé à hauteur d'un tiers à chaque fois pour les deux premiers indicateurs partiels, et d'un sixième pour les deux derniers (368,8 millions de francs). D'où, pour chaque canton, les montants inscrits dans le Tableau 15.

Figure 3 donne sous une forme graphique une vue d'ensemble des paiements compensatoires par habitant.

Pour l'année de référence 2012, comme pour les années de référence 2008 à 2011, 17 cantons au total affichent des charges excessives dues à des facteurs géotopographiques et profitent ainsi des paiements de la CCG. Le canton des Grisons obtient avec 749 francs par habitant le montant compensatoire le plus élevé. Il est suivi des cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures (568 francs par habitant), d'Appenzell Rhodes-

Extérieures (353 francs par habitant), d'Uri (330 francs par habitant) et du Valais (246 francs par habitant).

Les changements par rapport à 2011 sont minimes et sont principalement dus à l'adaptation de la dotation de la CCG ainsi qu'au relèvement de 15,4 millions de francs de la dotation. Bon nombre des indicateurs partiels reposent encore sur les données du recensement de la population de 2000. L'année prochaine, ce sont vraisemblablement les chiffres du nouveau recensement qui serviront aux calculs. Il faut donc s'attendre pour la CCG à des variations plus importantes que les années passées.

Tableau 14 CCG: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2012

| | Indicateurs partiels | | | | Indices des charges | | | | Charges excessives déterminantes | | | |
|--------------|------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|---|---------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------------------|
| | Altitude ¹⁾ | Déclivité du terrain ²⁾ | Structure de l'habitat ³⁾ | Densité démographique (ha par hab.) ⁴⁾ | Altitude | Déclivité du terrain | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) | Altitude | Déclivité du terrain | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) |
| ZH | 0.2% | 511.0 | 3.2% | 0.13 | 2.2 | 60.0 | 46.1 | 24.1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BE | 9.7% | 869.0 | 11.3% | 0.61 | 128.6 | 102.1 | 163.6 | 115.4 | 2'664'548 | 1'009'749 | 6'869'182 | 15'003'219 |
| LU | 3.5% | 688.0 | 11.3% | 0.40 | 46.3 | 80.8 | 164.5 | 75.5 | 0 | 0 | 2'565'036 | 0 |
| UR | 17.6% | 1'557.0 | 13.7% | 3.05 | 232.6 | 183.0 | 199.3 | 574.6 | 811'910 | 3'963'333 | 474'555 | 16'769'991 |
| SZ | 16.3% | 1'028.0 | 10.0% | 0.63 | 215.0 | 120.8 | 144.6 | 118.3 | 2'408'790 | 1'511'619 | 572'396 | 2'647'754 |
| OW | 14.9% | 1'289.0 | 13.3% | 1.40 | 197.1 | 151.5 | 193.6 | 264.1 | 469'770 | 2'054'490 | 405'194 | 5'748'751 |
| NW | 2.5% | 1'007.0 | 11.5% | 0.68 | 32.7 | 118.3 | 166.3 | 127.5 | 0 | 382'232 | 283'167 | 1'121'835 |
| GL | 6.5% | 1'316.0 | 6.5% | 1.78 | 85.3 | 154.6 | 93.7 | 335.9 | 0 | 2'367'511 | 0 | 9'077'196 |
| ZG | 4.1% | 692.0 | 5.6% | 0.22 | 54.2 | 81.3 | 80.9 | 40.6 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 12.0% | 757.0 | 14.2% | 0.61 | 158.5 | 89.0 | 206.6 | 115.3 | 1'696'208 | 0 | 3'670'238 | 4'179'333 |
| SO | 0.2% | 552.0 | 3.8% | 0.31 | 3.2 | 64.9 | 54.6 | 59.0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | 0.0% | 275.0 | 0.5% | 0.02 | 0.0 | 32.3 | 7.1 | 3.7 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BL | 0.1% | 507.0 | 2.3% | 0.19 | 0.7 | 59.6 | 33.9 | 35.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0.0% | 516.0 | 4.1% | 0.39 | 0.2 | 60.6 | 59.5 | 74.4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | 56.8% | 906.0 | 12.7% | 0.46 | 750.8 | 106.5 | 184.7 | 86.3 | 19'792'130 | 155'773 | 577'061 | 0 |
| AI | 60.5% | 1'005.0 | 24.8% | 1.10 | 798.6 | 118.1 | 360.3 | 207.5 | 6'174'227 | 286'071 | 945'410 | 1'685'708 |
| SG | 4.7% | 790.0 | 8.3% | 0.43 | 62.3 | 92.8 | 120.4 | 80.5 | 0 | 0 | 766'673 | 0 |
| GR | 50.1% | 1'794.0 | 14.7% | 3.70 | 661.7 | 210.8 | 213.3 | 698.4 | 52'635'784 | 45'910'756 | 3'117'676 | 114'809'622 |
| AG | 0.0% | 466.0 | 3.7% | 0.23 | 0.0 | 54.8 | 53.7 | 44.1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0.0% | 502.0 | 10.9% | 0.40 | 0.7 | 59.0 | 157.6 | 76.3 | 0 | 0 | 1'432'915 | 0 |
| TI | 2.9% | 1'165.0 | 5.2% | 0.84 | 37.9 | 136.9 | 75.9 | 158.0 | 0 | 7'085'501 | 0 | 19'471'760 |
| VD | 7.1% | 720.0 | 6.9% | 0.46 | 93.2 | 84.6 | 99.5 | 86.3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VS | 33.9% | 1'601.0 | 7.6% | 1.70 | 448.3 | 188.1 | 110.6 | 320.5 | 32'197'549 | 21'245'932 | 220'310 | 67'779'936 |
| NE | 38.1% | 1'037.0 | 6.1% | 0.47 | 503.6 | 121.9 | 88.9 | 88.2 | 25'842'912 | 1'556'236 | 0 | 0 |
| GE | 0.0% | 425.0 | 1.8% | 0.06 | 0.0 | 49.9 | 25.8 | 11.8 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| JU | 14.9% | 640.0 | 11.9% | 1.20 | 196.9 | 75.2 | 172.7 | 225.5 | 985'667 | 0 | 590'615 | 8'801'817 |
| Total | 7.6% | 851.0 | 6.9% | 0.53 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 145'679'492 | 87'529'201 | 22'490'428 | 267'096'922 |

¹⁾ Part de la population résidante totale habitant à plus de 800 mètres d'altitude, selon le recensement de la population (RFP 2000)

²⁾ Altitude médiane des surfaces productives selon la statistique de la superficie (2009)

³⁾ Part de la population résidante totale domiciliée en dehors du territoire des agglomérations, selon le recensement de la population (RFP 2000)

⁴⁾ Nombre d'habitants permanents (ESPOP 2009) par hectare de la surface totale, selon la statistique de la superficie (AS 2009)

Tableau 15 CGC: paiements compensatoires en 2012 et comparaison avec 2011

(+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Paiements compensatoires 2012, en francs | | | | | | Paiements 2011 | | Différence 2012 par rapport à 2011 | |
|--------------|--|-----------------------------|------------------------|-------------------------------------|---------------------|----------------|---------------------|----------------|---------------------------------------|----------------|
| | Altitude | Déclivité du terrain (en m) | Structure de l'habitat | Densité démographique (ha par hab.) | Total | Total par hab. | Total | Total par hab. | Total | Total par hab. |
| ZH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BE | -2'248'582 | -1'418'222 | -18'774'177 | -3'452'782 | -25'893'763 | -27 | -24'613'853 | -25 | -1'279'910 | -1 |
| LU | 0 | 0 | -7'010'506 | 0 | -7'010'506 | -19 | -6'697'685 | -19 | -312'822 | -1 |
| UR | -685'162 | -5'566'616 | -1'297'007 | -3'859'380 | -11'408'164 | -330 | -10'902'927 | -315 | -505'237 | -15 |
| SZ | -2'032'751 | -2'123'113 | -1'564'418 | -609'344 | -6'329'625 | -45 | -6'038'132 | -44 | -291'493 | -2 |
| OW | -396'433 | -2'885'590 | -1'107'438 | -1'322'995 | -5'712'456 | -169 | -5'465'259 | -164 | -247'198 | -6 |
| NW | 0 | -536'856 | -773'925 | -258'175 | -1'568'956 | -40 | -1'490'967 | -38 | -77'989 | -2 |
| GL | 0 | -3'325'237 | 0 | -2'088'991 | -5'414'228 | -142 | -5'170'209 | -136 | -244'018 | -6 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | -1'431'410 | 0 | -10'031'137 | -961'815 | -12'424'362 | -47 | -11'914'216 | -46 | -510'147 | -1 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | -16'702'356 | -218'787 | -1'577'167 | 0 | -18'498'310 | -353 | -17'672'882 | -338 | -825'429 | -16 |
| AI | -5'210'361 | -401'794 | -2'583'901 | -387'942 | -8'583'999 | -568 | -8'200'971 | -545 | -383'028 | -23 |
| SG | 0 | 0 | -2'095'395 | 0 | -2'095'395 | -4 | -2'001'895 | -4 | -93'500 | 0 |
| GR | -44'418'748 | -64'482'982 | -8'520'928 | -26'421'839 | -143'844'497 | -749 | -137'470'842 | -718 | -6'373'655 | -31 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | -3'916'304 | 0 | -3'916'304 | -16 | -3'741'551 | -16 | -174'753 | -1 |
| TI | 0 | -9'951'791 | 0 | -4'481'155 | -14'432'946 | -44 | -13'784'720 | -42 | -648'226 | -2 |
| VD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VS | -27'171'150 | -29'840'525 | -602'131 | -15'598'610 | -73'212'416 | -246 | -69'999'432 | -239 | -3'212'984 | -8 |
| NE | -21'808'543 | -2'185'778 | 0 | 0 | -23'994'322 | -141 | -22'923'651 | -135 | -1'070'671 | -6 |
| GE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| JU | -831'793 | 0 | -1'614'211 | -2'025'616 | -4'471'620 | -66 | -4'265'615 | -63 | -206'005 | -3 |
| Total | -122'937'290 | -122'937'290 | -61'468'645 | -61'468'645 | -368'811'871 | -48 | -352'354'807 | -47 | -16'457'064 | -2 |

3.2 Compensation des charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques (CCS)

Dans le cadre de la CCS, le montant d'environ 368,8 millions de francs se répartit à hauteur de deux tiers pour les charges excessives liées à la structure de la population (domaines A à C) et d'un tiers pour les charges excessives des villes-centres (domaine F). Les domaines A à C seront ainsi dotés de quelque 246 millions de francs en 2012, et le domaine F disposera de 123 millions de francs environ. La Figure 4 donne un aperçu des paiements compensatoires en francs par habitant.

Figure 4: Paiements au titre de la compensation des charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques, en francs par tête en 2012



3.2.1 Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population (CCS, domaines A à C)

Le calcul des charges excessives déterminantes liées à la structure de la population repose sur trois indicateurs partiels, soit la pauvreté, la structure d'âge et l'intégration des étrangers. Contrairement à la CCG, les indicateurs sont agrégés par l'analyse en compo-

santes principales pour constituer un indice des charges globales.

Le Tableau 16 montre les charges excessives déterminantes liées à la structure de la population pour l'année 2012. Ces charges sont une grandeur de synthèse, calculée en multipliant le coefficient de charges par la population déterminante. Quant au coefficient de charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, pour l'année de référence 2012 en l'occurrence celle de Nidwald, une fois de plus.

Tableau 16 CCS, domaines A à C: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2012

| | Indicateurs partiels | | | Indice des charges | Coefficient de charge | Charges excessives déterminantes |
|--------------|------------------------|-------------------------------|---|--------------------|-----------------------|----------------------------------|
| | Pauvreté ¹⁾ | Structure d'âge ²⁾ | Intégration des étrangers ³⁾ | | | |
| ZH | 5.0% | 4.5% | 8.3% | 0.148 | 1.435 | 199'992 |
| BE | 6.3% | 5.7% | 5.0% | 0.453 | 1.740 | 441'328 |
| LU | 4.2% | 4.3% | 5.7% | -0.423 | 0.864 | 0 |
| UR | 2.6% | 5.0% | 3.2% | -0.808 | 0.479 | 0 |
| SZ | 2.7% | 3.9% | 5.5% | -0.924 | 0.363 | 0 |
| OW | 2.4% | 4.3% | 5.1% | -0.903 | 0.384 | 0 |
| NW | 1.9% | 4.1% | 3.5% | -1.287 | 0.000 | 0 |
| GL | 4.0% | 5.2% | 6.2% | -0.081 | 1.206 | 0 |
| ZG | 3.6% | 3.6% | 8.8% | -0.470 | 0.817 | 0 |
| FR | 4.2% | 3.7% | 8.6% | -0.301 | 0.986 | 0 |
| SO | 4.5% | 4.9% | 5.5% | -0.170 | 1.117 | 0 |
| BS | 10.1% | 7.0% | 11.0% | 2.509 | 3.796 | 471'436 |
| BL | 3.9% | 5.0% | 5.7% | -0.238 | 1.049 | 0 |
| SH | 4.6% | 6.0% | 6.5% | 0.412 | 1.699 | 31'171 |
| AR | 3.2% | 5.6% | 3.5% | -0.439 | 0.848 | 0 |
| AI | 2.2% | 4.5% | 3.0% | -1.125 | 0.162 | 0 |
| SG | 4.0% | 4.5% | 6.2% | -0.355 | 0.932 | 0 |
| GR | 2.7% | 4.9% | 5.8% | -0.496 | 0.791 | 0 |
| AG | 3.3% | 4.0% | 6.3% | -0.688 | 0.599 | 0 |
| TG | 3.0% | 4.6% | 4.6% | -0.705 | 0.582 | 0 |
| TI | 8.5% | 5.8% | 5.1% | 0.973 | 2.260 | 326'656 |
| VD | 7.7% | 4.6% | 13.0% | 1.309 | 2.596 | 918'298 |
| VS | 2.8% | 4.4% | 8.4% | -0.377 | 0.910 | 0 |
| NE | 9.0% | 5.8% | 8.5% | 1.482 | 2.769 | 254'381 |
| GE | 10.4% | 4.4% | 18.0% | 2.437 | 3.724 | 1'104'673 |
| JU | 5.5% | 5.4% | 4.1% | 0.067 | 1.354 | 4'699 |
| Total | 4.7% | 4.8% | 6.7% | 0.000 | 1.287 | 3'752'633 |

¹⁾ Part des bénéficiaires de prestations de l'aide sociale au sens large (selon la statistique de l'aide sociale 2009) dans la population résidante permanente (ESPOP 2009)

²⁾ Part des personnes âgées de 80 ans et plus dans la population résidante permanente (selon ESPOP 2009)

³⁾ Part des personnes étrangères ne provenant pas d'Etats limitrophes et vivant en Suisse depuis 12 ans au maximum (selon PETRA 2009), dans la population résidante permanente (selon ESPOP 2009)

Les paiements compensatoires aux cantons sont proportionnels aux charges excessives déterminantes. Le Tableau 17 indique les montants pour l'année 2012. Les plus élevés par habitant échouent, comme l'année précédente, aux cantons de Genève (163 francs) et de Bâle-Ville (162 francs). Les montants alloués aux sept autres cantons sont inférieurs à 100 francs par habitant.

Tableau 17 CCS, domaines A à C: paiements compensatoires en 2012 et comparaison avec 2011

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Paiements 2012 | | Paiements 2011 | | Différence | |
|--------------|--|--------------|--|--------------|-------------------------|--|
| | Charges excessives liées à la structure de la population | par habitant | Charges excessives liées à la structure de la population | par habitant | 2012 par rapport à 2011 | Charges excessives liées à la structure de la population |
| ZH | -13'103'584 | -10 | -17'334'755 | -13 | 4'231'171 | 3 |
| BE | -28'916'086 | -30 | -27'056'258 | -28 | -1'859'827 | -2 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -30'888'754 | -162 | -27'448'338 | -144 | -3'440'417 | -18 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | -2'042'321 | -27 | -2'702'456 | -36 | 660'135 | 9 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | -21'402'654 | -65 | -20'554'538 | -63 | -848'116 | -2 |
| VD | -60'167'365 | -88 | -56'236'942 | -84 | -3'930'423 | -5 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | -16'667'175 | -98 | -14'050'189 | -83 | -2'616'986 | -15 |
| GE | -72'378'763 | -163 | -69'262'581 | -158 | -3'116'182 | -6 |
| JU | -307'880 | -5 | -257'148 | -4 | -50'731 | -1 |
| Total | -245'874'581 | -32 | -234'903'205 | -31 | -10'971'376 | -1 |

Les augmentations les plus importantes des paiements compensatoires par habitant concernent les cantons de Bâle-Ville (18 francs) et de Neuchâtel (15 francs). La raison en tient dans les deux à l'indicateur de pauvreté, qui a crû en un an respectivement de 1,0 point (Neuchâtel) et de 0,8 point (Bâle-Ville). Dans les autres cantons, les variations ont été inférieures à dix francs.

3.2.2 Charges excessives déterminantes des villes-centres (CCS, domaine F)

Les charges excessives déterminantes des villes-centres sont calculées par commune à l'aide de trois indicateurs partiels, à savoir la taille de la commune, la densité de la population et le taux d'emploi, qui sont ensuite regroupés pour former un indice.

Les tableaux 18 et 19 montrent, pour l'année 2012, les charges excessives déterminantes et les montants compensatoires qui en résultent. Ces charges sont une grandeur de synthèse, calculée en multipliant le coefficient de charges par la population déterminante. L'indice des charges des cantons est calculé dans un premier temps sur la base des données communales. Dans une deuxième étape, les données communales sont pondérées par la population, et la moyenne cantonale est calculée. Les valeurs cantonales correspondent dès lors aux valeurs moyennes, pondérées par la population, des communes concernées. Cela vaut également pour les indicateurs partiels figurant dans le Tableau 18. Quant au coefficient de charges, il équivaut à la différence entre l'indice des charges et la plus faible valeur d'indice des charges de tous les cantons, en l'occurrence, une fois de plus – et l'on ne s'en étonnera guère –, celle d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Par analogie au domaine A à C de la CCS, les paiements compensatoires sont proportionnels aux charges excessives déterminantes.

Tableau 18 CCS, domaine F: indicateurs partiels, indices des charges et charges excessives déterminantes en 2012

| | Valeurs moyennes des indicateurs partiels des communes | | | Indice des charges | Coefficient de charges | Charges excessives déterminantes |
|--------------|--|-----------------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------------|
| | Taille de la commune ¹⁾ | Taux d'emploi ²⁾ | Densité de l'habitat ³⁾ | | | |
| ZH | 115'077 | 59.1% | 35.8 | 6.488 | 6.437 | 65'739'773 |
| BE | 25'522 | 51.9% | 17.2 | 1.790 | 1.739 | 0 |
| LU | 22'992 | 48.7% | 16.9 | 1.624 | 1.573 | 0 |
| UR | 4'205 | 41.9% | 5.0 | 0.219 | 0.168 | 0 |
| SZ | 9'037 | 41.4% | 8.8 | 0.577 | 0.526 | 0 |
| OW | 6'049 | 47.2% | 1.5 | 0.222 | 0.171 | 0 |
| NW | 4'671 | 44.4% | 6.5 | 0.336 | 0.285 | 0 |
| GL | 2'930 | 46.6% | 2.5 | 0.121 | 0.070 | 0 |
| ZG | 15'244 | 73.2% | 15.5 | 1.587 | 1.536 | 0 |
| FR | 7'948 | 39.5% | 13.9 | 0.725 | 0.674 | 0 |
| SO | 5'904 | 46.5% | 13.0 | 0.702 | 0.651 | 0 |
| BS | 149'212 | 84.7% | 128.5 | 12.295 | 12.244 | 20'465'947 |
| BL | 9'576 | 45.6% | 20.4 | 1.161 | 1.110 | 0 |
| SH | 18'084 | 50.2% | 10.1 | 1.142 | 1.091 | 0 |
| AR | 6'511 | 39.8% | 5.6 | 0.310 | 0.259 | 0 |
| AI | 3'567 | 38.9% | 2.8 | 0.051 | 0.000 | 0 |
| SG | 18'215 | 51.0% | 15.0 | 1.374 | 1.323 | 0 |
| GR | 8'272 | 49.6% | 5.5 | 0.522 | 0.471 | 0 |
| AG | 6'289 | 45.6% | 12.0 | 0.660 | 0.609 | 0 |
| TG | 7'737 | 43.3% | 9.9 | 0.598 | 0.547 | 0 |
| TI | 13'254 | 53.0% | 16.7 | 1.265 | 1.214 | 0 |
| VD | 29'194 | 46.4% | 27.7 | 2.319 | 2.268 | 3'773'607 |
| VS | 8'391 | 42.4% | 6.5 | 0.465 | 0.414 | 0 |
| NE | 17'170 | 51.4% | 12.9 | 1.244 | 1.193 | 0 |
| GE | 85'402 | 60.7% | 118.2 | 8.806 | 8.755 | 32'957'964 |
| JU | 3'672 | 47.9% | 3.5 | 0.216 | 0.165 | 0 |
| Total | 40'332 | 51.6% | 27.5 | 1.801 | 1.750 | 122'937'290 |

¹⁾ Population résidante permanente des communes (ESPOP 2009)

²⁾ Nombre de personnes actives par rapport à la population résidante permanente des communes (selon la statistique des entreprises 2008).

³⁾ Population résidante permanente et nombre de personnes actives par rapport à la surface productive des communes (selon la statistique de la superficie 1992/97)

Les paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres ont augmenté, passant de 117,5 millions de francs (2011) à 122,9 millions de francs. Comme l'an dernier, quatre cantons, ZH, BS, VD et GE, ont bénéficié de paiements compensatoires au titre des charges excessives des villes-centres. Les variations par rapport à l'année précédente sont minimales, oscillant entre un et quatre francs par habitant.

Tableau 19 CCS, domaine F: paiements compensatoires en 2012 et comparaison avec 2011

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | Charges excessives des villes-centres 2012 | | Charges excessives des villes-centres 2011 | | Différence 2012 par rapport à 2011 | |
|--------------|--|--------------|--|--------------|------------------------------------|--------------|
| | Total | par habitant | Total | par habitant | Total | par habitant |
| ZH | -65'739'773 | -50 | -63'122'095 | -48 | -2'617'677 | -2 |
| BE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -20'465'947 | -108 | -19'676'504 | -103 | -789'443 | -4 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VD | -3'773'607 | -6 | -3'410'511 | -5 | -363'097 | -1 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GE | -32'957'964 | -74 | -31'242'493 | -71 | -1'715'471 | -4 |
| JU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | -122'937'290 | -16 | -117'451'602 | -15 | -5'485'688 | -1 |

3.2.3 Paiements compensatoires liés aux charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques

Le Tableau 20 établit une comparaison récapitulative entre les années 2011 et 2012 pour les paiements compensatoires totaux liés aux charges excessives dues à des facteurs sociodémographiques.

Tableau 20 Total de la CCS: paiements compensatoires pour 2012 et comparaison avec 2011

en francs; (+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

| | CCS 2012 | | CCS 2011 | | Différence 2012 par rapport à 2011 | |
|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|---------------------------------------|--------------|
| | Total | par habitant | Total | par habitant | Total | par habitant |
| ZH | -78'843'357 | -59 | -80'456'850 | -61 | 1'613'494 | 1 |
| BE | -28'916'086 | -30 | -27'056'258 | -28 | -1'859'827 | -2 |
| LU | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SZ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| OW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NW | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| BS | -51'354'701 | -270 | -47'124'841 | -248 | -4'229'860 | -22 |
| BL | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SH | -2'042'321 | -27 | -2'702'456 | -36 | 660'135 | 9 |
| AR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AI | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| GR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TG | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TI | -21'402'654 | -65 | -20'554'538 | -63 | -848'116 | -2 |
| VD | -63'940'972 | -94 | -59'647'452 | -89 | -4'293'520 | -5 |
| VS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| NE | -16'667'175 | -98 | -14'050'189 | -83 | -2'616'986 | -15 |
| GE | -105'336'727 | -238 | -100'505'074 | -228 | -4'831'653 | -10 |
| JU | -307'880 | -5 | -257'148 | -4 | -50'731 | -1 |
| Total | -368'811'871 | -48 | -352'354'807 | -46 | -16'457'064 | -2 |

4 Compensation des cas de rigueur en 2012

A la faveur du passage à l'année de paiement 2012, aucun canton à faible potentiel de ressources ne devient un canton à fort potentiel de ressources, de sorte que, en vertu de l'art. 19, al. 3, de la loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC), le montant versé en 2012 au titre de la compensation des cas de rigueur reste inchangé. Autrement dit, ni les montants perçus par les divers cantons bénéficiaires, ni les versements effectués par tous les cantons au titre de la compensation des cas de rigueur ne subissent de changement par rapport à 2011.

Tableau 21 Compensation des cas de rigueur en 2012

en milliers de francs

| | Compensation des cas de rigueur (CCR) en 2012 | | |
|--------------|--|----------------------------|------------------|
| | Montants perçus | Montants versés | Solde CCR |
| ZH | 0 | 20'626 | 20'626 |
| BE | -52'135 | 16'093 | -36'041 |
| LU | -23'692 | 5'835 | -17'857 |
| UR | 0 | 585 | 585 |
| SZ | 0 | 2'159 | 2'159 |
| OW | -9'442 | 543 | -8'898 |
| NW | 0 | 623 | 623 |
| GL | -8'169 | 647 | -7'521 |
| ZG | 0 | 1'658 | 1'658 |
| FR | -137'280 | 4'007 | -133'273 |
| SO | 0 | 4'098 | 4'098 |
| BS | 0 | 3'251 | 3'251 |
| BL | 0 | 4'343 | 4'343 |
| SH | -6'640 | 1'238 | -5'402 |
| AR | 0 | 902 | 902 |
| AI | 0 | 247 | 247 |
| SG | 0 | 7'576 | 7'576 |
| GR | 0 | 3'186 | 3'186 |
| AG | 0 | 9'133 | 9'133 |
| TG | 0 | 3'843 | 3'843 |
| TI | 0 | 5'187 | 5'187 |
| VD | 0 | 10'613 | 10'613 |
| VS | 0 | 4'613 | 4'613 |
| NE | -108'833 | 2'815 | -106'018 |
| GE | 0 | 6'897 | 6'897 |
| JU | -19'388 | 1'141 | -18'247 |
| Total | -365'578 | 121'859 | -243'718 |

5 Vue d'ensemble des paiements en 2012

Le Tableau 22 présente un aperçu général du montant des dotations des divers instruments de péréquation en 2012, ainsi qu'une comparaison avec l'année 2011.

Tableau 22 Dotation des instruments de péréquation en 2012 et comparaison avec 2011

en francs

| | | | 2012 | 2011 | <i>Modif. 2012 par rapport à 2011</i> | |
|--|---|---|---------------|---------------|---------------------------------------|-------------|
| | | | | | <i>en francs</i> | <i>en %</i> |
| PEREQUATION DES RESSOURCES | verticale | | 2'120'294'467 | 2'100'592'081 | 19'702'385 | 0.9% |
| | horizontale | | 1'452'691'108 | 1'532'643'174 | -79'952'066 | -5.2% |
| PEREQUATION DES CHARGES | Compensation des charges dues à des facteurs socio-démographiques | Charges excessives déterminantes liées à la structure de la population | 245'874'581 | 234'903'205 | 10'971'376 | 4.7% |
| | | Charges excessives déterminantes des villes-centres | 122'937'290 | 117'451'602 | 5'485'688 | 4.7% |
| | Compensation des charges dues à des facteurs géo-topographiques | | | 368'811'871 | 352'354'807 | 16'457'064 |
| COMPENSATION DES CAS DE RIGUEUR | Confédération | | 243'718'428 | 243'718'428 | 0 | 0.0% |
| | Cantons | | 121'859'214 | 121'859'214 | 0 | 0.0% |

Les paiements compensatoires, décrits aux paragraphes qui précèdent, qui relèvent de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur constituent les paiements compensatoires nets des cantons en 2012. Ils se font deux fois par an, en fin de semestre. Le Tableau 22 figure les montants correspondants par canton. Quant au Tableau 24, il présente une comparaison avec l'année de référence 2011.

Tableau 23 Paiements compensatoires nets en 2012

en milliers de francs; (+) charge pour le canton; (-) allègement pour le canton

| | IR 2012 | PR 2012 | | | | CC 2012 | | | | Total des instruments de péréquation | Compensa- tion des cas de rigueur (net) | Total des paiements de la péréquation en 2012 (net) | |
|--------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---|--|---|-------------------------------|
| | | horizontale | | verticale | Total | CCG | CCS_A_C | CCS_F | Total | | | en milliers de francs | par habitant (en francs) * |
| | | Charge | Allègement | | | | | | | | | | |
| ZH | 123.0 | 486'220 | 0 | 0 | 486'220 | 0 | -13'104 | -65'740 | -78'843 | 407'376 | 20'626 | 428'002 | 323 |
| BE | 74.9 | 0 | -395'798 | -577'693 | -973'491 | -25'894 | -28'916 | 0 | -54'810 | -1'028'301 | -36'041 | -1'064'343 | -1'097 |
| LU | 76.0 | 0 | -137'710 | -200'996 | -338'706 | -7'011 | 0 | 0 | -7'011 | -345'717 | -17'857 | -363'574 | -1'004 |
| UR | 58.9 | 0 | -30'529 | -44'558 | -75'087 | -11'408 | 0 | 0 | -11'408 | -86'495 | 585 | -85'910 | -2'486 |
| SZ | 149.5 | 110'534 | 0 | 0 | 110'534 | -6'330 | 0 | 0 | -6'330 | 104'204 | 2'159 | 106'364 | 760 |
| OW | 81.1 | 0 | -8'831 | -12'890 | -21'721 | -5'712 | 0 | 0 | -5'712 | -27'433 | -8'898 | -36'331 | -1'076 |
| NW | 123.2 | 14'658 | 0 | 0 | 14'658 | -1'569 | 0 | 0 | -1'569 | 13'089 | 623 | 13'712 | 346 |
| GL | 66.0 | 0 | -24'982 | -36'464 | -61'446 | -5'414 | 0 | 0 | -5'414 | -66'860 | -7'521 | -74'382 | -1'954 |
| ZG | 250.1 | 260'571 | 0 | 0 | 260'571 | 0 | 0 | 0 | 0 | 260'571 | 1'658 | 262'229 | 2'409 |
| FR | 71.4 | 0 | -132'247 | -193'024 | -325'271 | -12'424 | 0 | 0 | -12'424 | -337'695 | -133'273 | -470'969 | -1'782 |
| SO | 79.6 | 0 | -73'398 | -107'129 | -180'528 | 0 | 0 | 0 | 0 | -180'528 | 4'098 | -176'429 | -708 |
| BS | 148.9 | 148'332 | 0 | 0 | 148'332 | 0 | -30'889 | -20'466 | -51'355 | 96'978 | 3'251 | 100'229 | 527 |
| BL | 101.5 | 6'398 | 0 | 0 | 6'398 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6'398 | 4'343 | 10'741 | 40 |
| SH | 99.3 | 0 | -111 | -163 | -274 | 0 | -2'042 | 0 | -2'042 | -2'316 | -5'402 | -7'719 | -103 |
| AR | 78.3 | 0 | -17'007 | -24'822 | -41'829 | -18'498 | 0 | 0 | -18'498 | -60'327 | 902 | -59'425 | -1'134 |
| AI | 82.3 | 0 | -3'564 | -5'201 | -8'765 | -8'584 | 0 | 0 | -8'584 | -17'349 | 247 | -17'102 | -1'132 |
| SG | 76.7 | 0 | -169'280 | -247'075 | -416'356 | -2'095 | 0 | 0 | -2'095 | -418'451 | 7'576 | -410'875 | -881 |
| GR | 80.7 | 0 | -51'908 | -75'763 | -127'671 | -143'844 | 0 | 0 | -143'844 | -271'516 | 3'186 | -268'330 | -1'397 |
| AG | 87.3 | 0 | -81'280 | -118'633 | -199'913 | 0 | 0 | 0 | 0 | -199'913 | 9'133 | -190'780 | -329 |
| TG | 76.6 | 0 | -87'055 | -127'063 | -214'118 | -3'916 | 0 | 0 | -3'916 | -218'035 | 3'843 | -214'192 | -899 |
| TI | 99.3 | 0 | -490 | -715 | -1'205 | -14'433 | -21'403 | 0 | -35'836 | -37'040 | 5'187 | -31'854 | -97 |
| VD | 107.5 | 81'350 | 0 | 0 | 81'350 | 0 | -60'167 | -3'774 | -63'941 | 17'409 | 10'613 | 28'022 | 41 |
| VS | 67.1 | 0 | -185'180 | -270'282 | -455'463 | -73'212 | 0 | 0 | -73'212 | -528'675 | 4'613 | -524'062 | -1'764 |
| NE | 96.0 | 0 | -3'901 | -5'694 | -9'596 | -23'994 | -16'667 | 0 | -40'661 | -50'257 | -106'018 | -156'275 | -919 |
| GE | 148.8 | 344'629 | 0 | 0 | 344'629 | 0 | -72'379 | -32'958 | -105'337 | 239'292 | 6'897 | 246'189 | 556 |
| JU | 63.8 | 0 | -49'418 | -72'129 | -121'547 | -4'472 | -308 | 0 | -4'779 | -126'326 | -18'247 | -144'573 | -2'118 |
| Total | 100.0 | 1'452'691 | -1'452'691 | -2'120'294 | -2'120'294 | -368'812 | -245'875 | -122'937 | -737'624 | -2'857'918 | -243'718 | -3'101'637 | -407 |

IR = indice des ressources ; PR = péréquation des ressources ; CC = compensation des charges ; CCG = compensation des charges excessives dues à des facteurs géo-topographiques ; CCS = compensation des charges excessives dues à des facteurs socio-démographiques, A-C = domaines pauvreté, vieillesse, intégration des étrangers , F = problématique des centres-villes

* par habitant de la population déterminante pour le potentiel des ressources (= population résidante moyenne, moyenne 2006-2008)

Tableau 24 Paiements compensatoires nets en 2012 et comparaison avec 2011

(+) charge pour le canton; (-) allégement pour le canton

| | Paiements compensatoires nets | | | | | |
|--------------|---|------------------------|---|------------------------|------------------------------------|------------------------|
| | Total paiements compensatoires nets de l'année 2012 | | Total paiements compensatoires nets de l'année 2011 | | Différence 2012 par rapport à 2011 | |
| | en 1'000 francs | en francs par habitant | en 1'000 francs | en francs par habitant | en 1'000 francs | en francs par habitant |
| ZH | 428'002 | 323 | 490'823 | 375 | -62'821 | -53 |
| BE | -1'064'343 | -1'097 | -945'919 | -978 | -118'423 | -118 |
| LU | -363'574 | -1'004 | -359'751 | -1'003 | -3'823 | -1 |
| UR | -85'910 | -2'486 | -83'962 | -2'430 | -1'948 | -56 |
| SZ | 106'364 | 760 | 80'077 | 580 | 26'287 | 180 |
| OW | -36'331 | -1'076 | -45'799 | -1'370 | 9'467 | 295 |
| NW | 13'712 | 346 | 13'738 | 349 | -25 | -3 |
| GL | -74'382 | -1'954 | -69'880 | -1'837 | -4'501 | -117 |
| ZG | 262'229 | 2'409 | 239'645 | 2'229 | 22'584 | 180 |
| FR | -470'969 | -1'782 | -486'971 | -1'874 | 16'002 | 92 |
| SO | -176'429 | -708 | -193'345 | -780 | 16'915 | 72 |
| BS | 100'229 | 527 | 84'952 | 447 | 15'277 | 80 |
| BL | 10'741 | 40 | 1'216 | 5 | 9'525 | 36 |
| SH | -7'719 | -103 | -11'480 | -154 | 3'761 | 51 |
| AR | -59'425 | -1'134 | -65'693 | -1'255 | 6'268 | 121 |
| AI | -17'102 | -1'132 | -16'783 | -1'115 | -318 | -17 |
| SG | -410'875 | -881 | -441'195 | -952 | 30'320 | 71 |
| GR | -268'330 | -1'397 | -282'657 | -1'476 | 14'327 | 79 |
| AG | -190'780 | -329 | -221'458 | -387 | 30'678 | 57 |
| TG | -214'192 | -899 | -234'641 | -994 | 20'449 | 95 |
| TI | -31'854 | -97 | -46'966 | -145 | 15'113 | 47 |
| VD | 28'022 | 41 | 155'326 | 231 | -127'304 | -190 |
| VS | -524'062 | -1'764 | -529'435 | -1'805 | 5'372 | 41 |
| NE | -156'275 | -919 | -156'976 | -926 | 701 | 7 |
| GE | 246'189 | 556 | 218'647 | 498 | 27'542 | 58 |
| JU | -144'573 | -2'118 | -140'534 | -2'065 | -4'039 | -53 |
| Total | -3'101'637 | -407 | -3'049'020 | -403 | -52'617 | -3 |

6 Corrections rétroactives des erreurs

Les expériences vécues lors de l'exécution de la péréquation financière montrent, notamment dans le domaine de la saisie et de la transmission des données (sur le plan qualitatif), l'existence d'un risque d'erreur non négligeable que l'on aurait tort de sous-estimer. Il en est résulté, comme on le sait, une correction a posteriori en faveur du canton de Saint-Gall (répartie sur les années 2009, 2010 et 2011) et une autre au profit du canton du Jura (intégralement soldée en 2010). Ces deux corrections n'ont donc plus aucune incidence sur l'année de référence 2012.

La façon de traiter les erreurs découvertes a posteriori durant la première période de quatre ans n'était pas satisfaisante. Aussi le Parlement a-t-il adopté durant la session d'été 2011 une modification de la PCFF aux termes de laquelle les corrections rétrospectives d'erreurs ne seront effectuées que si elles entraînent pour au moins un canton un dépassement de ce qu'il est convenu d'appeler les montants minimaux. Ces montants minimaux ont été fixés à 0,17 % du potentiel suisse de ressources par habitant. Par ailleurs, la PCFF dispose que le Conseil fédéral procédera à une correction des erreurs au plus tard lorsque l'année de calcul considérée intègre pour la dernière fois l'indice des ressources d'une année de référence.

Lors de l'audition et de l'approbation des chiffres de 2011 par le Conseil fédéral, on savait déjà que les données fournies par les personnes morales du canton de Vaud pour les années de calcul 2005 à 2007 présentaient des erreurs (cf. ch. 2.4.2). On ignorait en revanche la cause et l'ampleur de ces erreurs à la date de l'approbation par le Conseil fédéral. C'est pourquoi, en identité de vues avec la CdF, le Conseil fédéral a décidé qu'une correction rétrospective des erreurs aurait lieu, le cas échéant, en 2012. Après vérification des données en question, le potentiel de ressources 2012 sera calculé sur la base des données des années de calcul 2006 et 2007 qui ont été livrées tardivement. En accord avec le canton de Vaud, il a été décidé qu'une correction rétroactive des erreurs pour les années 2009 à 2011 ne sera cependant pas effectuée.

Ainsi, dans le cadre des paiements compensatoires de l'année 2012, des corrections rétroactives d'erreurs ne sont pas requises.

Annexe: rapport succinct du Contrôle fédéral des finances (CDF)

Examen des données de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Résultats de l'audit mené auprès de sept administrations fiscales cantonales, juin 2011.

Informations complémentaires au sujet du rapport du CDF: Michel Huissoud, CDF, vice-directeur Centres de compétences, tél. 031 323 10 35.



Examen des données cantonales de la nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Résultats des audits de mars-avril 2011 auprès
des administrations fiscales cantonales

Rapport à l'attention du groupe technique d'assurance-qualité RPT
Incluant le traitement des propositions de corrections/précisions du Contrôle fédéral des finances
(Traduction de la version originale allemande)

Juni 2011

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| TABLE DES ABREVIATIONS | 3 |
| ANNEXES | 3 |
| INTRODUCTION | 4 |
| CONTRÔLE-QUALITE | 5 |
| ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF | 6 |
| 1 ERREURS CONSTATEES | 7 |
| 1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b | 7 |
| 1.1.1 Non livraison des revenus imposables des diplomates. | 7 |
| 1.1.2 Erreur de communication pour les catégories des sourciers mixtes | 7 |
| 1.1.3 Non communication du potentiel de fortune pour les contribuables résidents hors du canton et disposant de plus d'une propriété dans le canton d'annonce | 8 |
| 1.2 Erreurs non systématiques (types 1c et 1d) | 9 |
| 1.2.1 Erreurs d'extraction pour la catégorie des sourciers mixtes | 9 |
| 1.2.2 Transmission conjointe du potentiel de ressources 2008 et 2009 | 10 |
| 1.2.3 Communications erronées pour la catégorie des frontaliers français | 10 |
| 1.2.4 Erreurs de saisie de données de fortune dans l'application de taxation | 11 |
| 1.2.5 Communication erronée pour les entreprises avec un statut fiscal cantonal particulier | 11 |
| 1.2.6 Prise en considération à tort de deux sociétés mixtes comme sociétés holdings | 11 |
| 1.2.7 Non conformité des communications à titre « définitif » pour des sociétés avec un statut cantonal particulier non encore taxées | 12 |
| 1.2.8 Communication manquante pour les bénéfices provenant d'autres revenus étrangers | 12 |
| 2 DIVERGENCES D'INTERPRETATION DE LA DIRECTIVE | 13 |
| 2.1 Mise en œuvre de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct | 13 |
| 2.1.1 Principe de cash au lieu du principe d'engagement | 13 |
| 2.1.2 Autres points concernant l'application de l'impôt fédéral direct | 13 |
| 2.2 Questions d'interprétations s'agissant de l'indicateur du revenu des sourciers | 13 |
| 2.3 Critères pour l'application du code „définitif“ pour les sociétés holding pas encore taxées | 14 |
| 2.4 Existence de comptes par secteur d'activité pour les sociétés de domicile et mixtes | 14 |
| 2.4.1 Prise en considération des déductions pour les actions non cotées | 15 |

TABLE DES ABREVIATIONS

| | |
|--------------|---|
| ACI | Administration cantonale des impôts |
| AELE | Association européenne de libre-échange |
| AFC | Administration fédérale des contributions |
| AFF | Administration fédérale des finances |
| BPM | Bénéfice des personnes morales |
| CCF | Contrôle cantonal des finances |
| CDF | Contrôle fédéral des finances |
| DFF | Département fédéral des finances |
| FPP | Fortune des personnes physiques |
| GT AQ | Groupe technique d'assurance-qualité RPT |
| IFD | Impôt fédéral direct |
| LCF | Loi sur le contrôle fédéral des finances (RS 614.0) |
| LIFD | Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11) |
| NEST | Application informatique des cantons de AI, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG et UR |
| OPFCC | Ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (RS 613.2) |
| PP | Personnes physiques |
| PV | Procès-verbal |
| RPP | Revenu des personnes physiques |
| RPPS | Revenu des personnes physiques assujettis à la source |
| RPT | Péréquation financière et répartition des charges |

ANNEXES

1. Protokoll des Schlussgesprächs - Kanton Aargau
2. Protokoll des Schlussgesprächs - Kanton Appenzell Innerrhoden
3. Protokoll des Schlussgesprächs - Kanton Appenzell Ausserrhoden
4. Procès-verbal de discussion finale - canton de Fribourg
5. Protokoll des Schlussgesprächs – Kanton Glarus
6. Procès-verbal de discussion finale - canton du Jura
7. Protokoll des Schlussgesprächs - Kanton Uri
8. Protokoll des Schlussgesprächs – Indikator Quellensteuer - Kanton Basel Stadt
9. Protokoll des Schlussgesprächs – Indikator Quellensteuer - Kanton Graubünden
10. Procès-verbal de discussion finale – Indicateur de l'impôt à la source - canton de Genève
11. Protocollo della discussione finale – Indicatore delle imposte alla fonte – cantone del Ticino
12. Procès-verbal de discussion finale – Indicateur de l'impôt à la source - canton de Vaud
13. Protokoll des Schlussgesprächs – Indikator Gewinn der juristischen Personen - Kanton Zug

INTRODUCTION

Selon l'art. 6 al. 1^{er} let. j de la loi sur le contrôle des finances (RS 614.0), le Contrôle fédéral des finances (CDF) procède chaque année à l'analyse sur site des données fournies par les administrations cantonales des impôts (ACI) pour le calcul de la péréquation des ressources. En 2011, il a procédé à l'analyse des données **de l'année fiscale 2008 pour tous les indicateurs de la péréquation des ressources** des cantons d'Argovie (AG), Appenzell Rhodes intérieures (AI), Appenzell Rhodes extérieures (AR), Fribourg (FR), Glaris (GL), du Jura (JU) et d'Uri (UR). Tous les indicateurs de l'ensemble des cantons auront ainsi été contrôlés au moins une fois par le CDF.

Ces audits ont été opérés entre le 1^{er} et le 24 mars 2010. Ils ont été conduits par des équipes de deux auditeurs comprenant chacune un auditeur financier (MM. Daniel Aeby (FR+JU), Grégoire Demaurex (AG+UR) et Jean-Marc Stucki (AI+AR+GL)) et un auditeur informatique (MM. Jack Hirschi (AI+AR+GL), Markus Kaufmann (AG+UR) et Markus Künzler (FR+JU)). Les travaux ont été coordonnés et consolidés par Grégoire Demaurex, responsable de révision.

De manière générale, le CDF a constaté la bonne qualité des données des sept cantons soumis à audit. Il a toutefois relevé quelques erreurs impactant d'une manière relative les chiffres de la RPT, en particulier au niveau des indicateurs du « revenu déterminant des personnes physiques assujetties à la source » (RPPS) et du « bénéficiaire déterminant des personnes morales » (BPM). Pour ces cantons, le CDF a également identifié quelques problématiques d'interprétation de la directive du DFF traitant de la péréquation des ressources.

Des **audits complémentaires** ont été entrepris cette année pour les indicateurs RPPS et BPM. En coordination avec l'AFC – Division « Etudes et support », le CDF a analysé les données de l'indicateur RPPS auprès des cantons de Bâle-Ville (BS), Genève (GE), Grisons (GR), Tessin (TI) et Vaud (VD). S'agissant de l'indicateur BPM, les données du canton de Zoug (ZG) ont été contrôlées.

Concernant l'indicateur RPPS, les audits ont successivement eu lieu du 28 au 29 mars (GR), le 30 mars (TI), du 31 mars au 1^{er} avril (GE), le 5 avril (BS) et le 6 avril 2011 (VD). Ils ont été effectués par Grégoire Demaurex et Markus Künzler. L'audit de l'indicateur BPM auprès de l'ACI ZG s'est déroulé les 7 et 8 avril 2011. Il a été entrepris par Dieter Lüthi et Grégoire Demaurex.

Pour chaque audit, possibilité a été donnée à l'administration fiscale du canton concerné de prendre position sur les constats du CDF. Lesdites prises de positions ont été annexées aux procès-verbaux concernés. La mission d'audit a été supervisée par Michel Huissoud, vice-directeur du CDF.

CONTRÔLE-QUALITE

Tenant compte de l'expérience acquise par les cantons NEST déjà soumis à l'audit du CDF, un groupe de travail composé de représentants des cantons concernés a mis en place un concept standardisé pour l'assurance-qualité dans le domaine de la péréquation des ressources. Les différents cantons NEST ont adapté ledit concept à leur organisation interne, en précisant les compétences et les délais internes en regard de chaque indicateur.

Parmi les cantons „non NEST“ qui n'avaient pas encore établi de concept d'assurance-qualité RPT au printemps 2011, le canton des Grisons a, entre-temps, entrepris une telle démarche. De leur côté, les administrations cantonales des impôts (ACI) des cantons de BE et de VD n'ont pas encore établi de tels concepts. Pour l'ACI BE, il s'agit avant tout de formaliser des contrôles déjà existant, alors que, pour l'ACI VD, des mesures importantes de contrôles-qualité doivent encore être prises.

Erreurs d'annonce et besoins d'action dans le domaine de l'impôt à la source

Plusieurs cantons disposent encore d'applications informatiques relatives aux personnes physiques ordinaires et aux assujettis à l'impôt à la source opérant de manière séparée et sans interface. La prise en compte du potentiel RPT des assujettis à la source soumis à une taxation ordinaire substitutive (« sourciers mixtes ») dépend alors directement des mesures de contrôle compensatoires mises en œuvre au sein de l'administration fiscale cantonale.

Avec l'entrée en vigueur de nouvelles solutions de gestion informatique de l'impôt à la source, les cantons de GE et de BS ont été en mesure de livrer des données d'une qualité suffisante pour l'année fiscale 2008. Une amélioration des mesures de contrôle-qualité est cependant nécessaire dans le canton de GE, notamment en matière de traçabilité.

D'ici à la mise en production d'une nouvelle application informatique intégrée, le canton des GR a introduit temporairement une banque de données. Pour la première fois cette année, il a ainsi été en mesure de produire des données fiables pour l'ensemble des communes du canton.

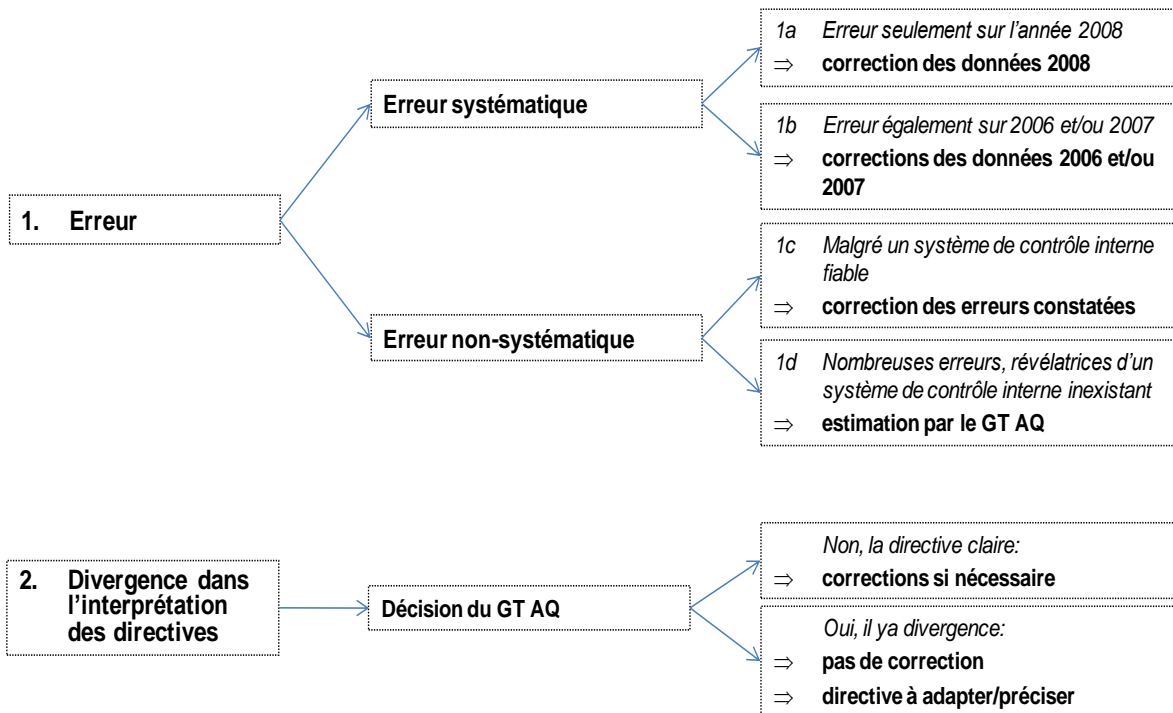
De leur côté, ni l'ACI du canton du TI, ni celle du canton de VD, n'ont adapté leur production de données et leurs mesures de contrôles. En raison d'une application informatique rudimentaire (ne contenant que des données agrégées par employeur) ainsi que de l'absence de mesures organisationnelles spécifiques, le canton du TI a communiqué des potentiels de sourciers mixtes à double. Pour les mêmes raisons, le canton de Vaud a, à l'inverse, omis d'annoncer les ressources des sourciers mixtes pas encore taxés au moment de l'extraction RPT. Pour les deux cantons, l'erreur commise concerne également les années fiscales 2006 et 2007.

ARBRE DE DECISION POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS DU CDF

A l'issue des audits menés dans les sept cantons, le CDF a classé les cas d'erreurs selon un arbre de décision établi en référence aux dispositions de l'art. 42 al. 1^{er} de l'ordonnance fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC) ainsi qu'aux décisions et propositions du groupe technique d'assurance-qualité à l'attention de la Conférence des directeurs des finances cantonaux.

Le CDF invite le groupe technique d'assurance-qualité RPT (GT AQ) à prendre les décisions nécessaires relatives aux erreurs systématiques et non systématiques ainsi qu'aux questions d'interprétations soulevées ci-après.

Arbre de décision pour le traitement des constats du CDF par le groupe technique d'assurance-qualité RPT (séance du 19.04.2011)



1 ERREURS CONSTATEES

1.1 Erreurs systématiques de type 1a et 1b

1.1.1 Non livraison des revenus imposables des diplomates.

- ❖ **JU:** Le canton du Jura a omis d'annoncer les revenus d'impôt fédéral direct (IFD) des diplomates d'origine jurassienne résidant à l'étranger, ceci à hauteur de 2'072'700 francs. Le canton du Jura a estimé à tort que les revenus de ces contribuables ne représentent pas un potentiel car il n'y a pas d'imposition au niveau cantonal. Voir le procès-verbal JU aux points 6.1 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** Action 1b (correction des données fiscales 2006-2007-2008). Rajouter le revenu imposable IFD des diplomates d'origine jurassienne résidant à l'étranger
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire du Service jurassien des contributions du 6 mai 2011, les potentiels cantonaux de revenus 2006, 2007 et 2008 ont été augmentés de 1'836'900 francs, 2'348'200 francs, respectivement 2'072'000 francs.

1.1.2 Erreur de communication pour les catégories des sourciers mixtes

- ❖ **TI:** Concernant les sourciers mixtes (en particulier pour les assujettis à la source aux salaires bruts supérieurs à 120'000 francs), les potentiels RPT ont été systématiquement transmis pour les années fiscales concernées au niveau de l'indicateur RPPS. Les potentiels de ressources des sourciers mixtes non encore taxés provisoirement ou définitivement au moment de l'extraction RPT ont également été communiqués au niveau de l'indicateur RPP. Voir le procès-verbal TI aux points 5.4 et 9. Les montants des potentiels RPT communiqués à double s'élèvent respectivement pour les années fiscales 2006, 2007 et 2008 à :
 - 83'235'700 de francs pour 2006 (444 cas)
 - 132'926'600 de francs pour 2007 (655 cas)
 - 155'657'200 de francs pour 2008 (768 cas)
- **Traitement de l'erreur :** Action 1b (correction des données 2006-2007-2008). Diminution des chiffres à hauteur des potentiels communiqués à double
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI tessinoise du 5 mai 2011, les salaires bruts des résidents sourciers 2006, 2007 et 2008 ont été réduits de 92'037'111 francs, 148'145'960 francs, respectivement 177'654'129 francs.

- ❖ **VD:** Sur la base d'un échantillon d'assujettis à la source disposant de salaires bruts supérieurs à un million de francs, le CDF a constaté qu'un potentiel significatif relatif à des sourciers mixtes non encore taxés au moment de l'extraction RPT n'avait pas été annoncé. Sur la base de cet échantillon, le potentiel manquant a été estimé à 277 millions de francs pour 2008 et 509 millions de francs pour 2007. Le CDF a renoncé à proposer une correction des données pour 2006. L'ACI VD a indiqué qu'elle serait en mesure de communiquer, d'ici à Pâques, le potentiel manquant exact pour les années fiscales 2007 et 2008. Voir le procès-verbal VD aux points 4.2, 5 et 7 et la position de l'ACI VD.
- **Traitement de l'erreur :** *Action 1b (correction des données 2007-2008). Augmentation du potentiel de ressources 2007 et 2008 selon les estimations du CDF si le canton ne transmet pas a posteriori les données complètes (pour autant qu'elles soient d'une qualité suffisante et dûment documentée)*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui, mais également pour les données 2006 (si disponibles)
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI vaudoise du 11 mai 2011, portant sur l'ensemble des dossiers et non plus sur un échantillon, les salaires bruts des résidents sourciers 2006, 2007 et 2008 ont été augmentés de 121'218'418 francs, 162'973'482 francs, respectivement 133'829'255 francs

1.1.3 Non communication du potentiel de fortune pour les contribuables résidents hors du canton et disposant de plus d'une propriété dans le canton d'annonce

- ❖ **AG:** La fortune nette canton des assujettis limités avec plusieurs lieux de propriétés dans le canton d'annonce (AG) n'a pas été communiquée. Le potentiel manquant s'élève à 83'278'059 francs. Voir le procès-verbal AG au point 6.3.
- **Traitement de l'erreur :** *Action 1a (correction des données fiscales 2008). Augmentation de 83'278'059 francs de la fortune nette cantonale*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI argovienne du 3 mai 2011, la fortune nette des assujettis limités 2008 a été augmentée de 83'278'059 francs

1.2 Erreurs non systématiques (types 1c et 1d)

1.2.1 Erreurs d'extraction pour la catégorie des sourciers mixtes

- ❖ **BS:** Dans un premier temps, le canton n'a pas communiqué les salaires bruts des frontaliers français. Faisant suite à la question de l'AFC sur la pertinence des données transmises ainsi qu'à l'extraction des données de détails pour les besoins de l'audit du CDF, le canton de Bâle ville a, au travers d'une seconde livraison, transmis des données beaucoup plus fiables à l'AFC. Un potentiel de ressources de 1'734'810 francs pour un sourcier mixte n'a cependant pas été communiqué, que ce soit au niveau de l'indicateur RPP ou de l'indicateur RPPS. Voir le procès-verbal BS aux points 4, 7 et 10.
 - **Traitement de l'erreur :** Action 1c (correction des données fiscales 2008). Augmentation du potentiel de ressources à hauteur de 1'734'810 de salaires bruts
 - ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
 - ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI bâloise du 16 mai 2011, les salaires bruts 2008 des résidents sourciers ont été augmentés de 2'000'000 francs

- ❖ **GR:** Pour cinq joueurs de hockey étrangers, au statut de sourciers mixtes pour l'année fiscale 2008, un potentiel de 2'033'280 francs de salaires bruts manquait dans les extractions produites pour la RPT. Voir le procès-verbal GR aux points 5, 8 et 10.
 - **Traitement de l'erreur :** Action 1c (correction des données fiscales 2008). Augmentation du potentiel de ressources RPT pour les cinq sourciers mixtes concernés à hauteur de 2'033'280 francs de salaires bruts
 - ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
 - ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI grisonne du 20 avril 2011, les salaires bruts 2008 des résidents sourciers ont été augmentés de 2'033'800 francs

- ❖ **UR:** Un potentiel de 701'518 francs de salaires bruts relatifs à quatre sourciers mixtes a été communiqué à double. Voir le procès-verbal UR aux points 6.2 et 9.
 - **Traitement de l'erreur :** Action 1c (correction des données fiscales 2008). Diminution du potentiel de ressources de la catégorie des résidents à hauteur de 701'518 francs de salaires bruts
 - ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
 - ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI uranaise du 28 avril 2011, les salaires bruts 2008 des résidents sourciers ont été réduits de 701'518 francs

- ❖ **VD :** Pour 5 cas d'assujettis à la source, pour lesquels des salaires bruts de plus d'un million de francs chacun avaient été communiqués pour la RPT, le CDF a identifié des erreurs de saisie pour un montant total de 14'003'931 francs. Ce montant constitue ainsi un potentiel communiqué à tort à l'AFC. Voir le procès-verbal VD aux points 4.3, 5 et 7.
- **Traitement de l'erreur :** *Diminution du potentiel 2008 d'un montant de 14'003'931 francs de salaires bruts*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI vaudoise du 11 mai 2011, en lien avec l'augmentation du potentiel RPT (voir pt. 1.1.2), les salaires bruts 2007 et 2008 des résidents sourciers ont été réduits de 9'529'720 francs, respectivement de 14'003'931 francs

1.2.2 Transmission conjointe du potentiel de ressources 2008 et 2009

- ❖ **GL :** Pour trois administrateurs de sociétés, le salaire 2009 a été communiqué à la place du salaire brut 2008. La source de l'erreur réside probablement dans une erreur du programme d'extraction des données dans NEST. Au total, un montant de 79'487.90 francs a été communiqué en trop. Voir le procès-verbal GL aux points 6.3 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** *Sans conséquences sur la RPT, pas de proposition de correction*

1.2.3 Communications erronées pour la catégorie des frontaliers français

- ❖ **JU :** Le système informatique utilisé par le canton du Jura jusqu'à la période fiscale 2008 pour l'impôt source ne permettait pas de donner un détail des salaires bruts pour les sourciers avec un statut de résident. Le nombre de sourciers résidents est pris en compte par la Confédération pour estimer les salaires bruts selon un salaire moyen déterminé. Le CDF a constaté que le nombre de sourciers résidents communiqué à l'AFC pour 2008 est erroné, car 140 frontaliers français ont été considérés à tort comme sourciers résidents. Dans sa prise de position du 29 mars, le Service des contributions du Jura a relevé qu'en plus des 140 cas précités, 75 frontaliers doivent également être déduits du nombre de sourciers résidents car la taxation de ces contribuables a été annulée par l'employeur lors du dernier décompte 2008. Voir le procès-verbal JU aux points 6.2 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** *Action 1c (correction des données fiscales 2008). Diminution du nombre de sourciers résidents de 215 personnes (2'142 au lieu de 2'357) pour le calcul de l'estimation des salaires bruts 2008*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Le nombre correct de résident pour 2008 a été transmis par l'AFC à l'AFF

- ❖ **JU:** Le montant communiqué pour la RPT à l'AFC pour les frontaliers français est trop élevé de 659'900 francs suite à une erreur de saisie manuelle. Néanmoins, c'est le montant surévalué qui a été pris en compte pour le décompte établi avec la France selon la convention du 11 avril 1983 avec les cantons de BE, SO, BS, BL, VD, VS, NE et JU. Voir le procès-verbal JU au point 6.2.
- **Traitement de l'erreur :** *Sans conséquences sur la RPT, pas de proposition de correction*

1.2.4 Erreurs de saisie de données de fortune dans l'application de taxation

- ❖ **FR** : Des cas de fortune nette n'ont pas été annoncés alors que la fortune était imposée au 31 décembre 2008 (6 cas avec un potentiel de 168'644'124 francs de fortune nette) ou ont été annoncés à tort malgré une fin d'imposition courant 2008. (3 cas avec un potentiel de 622'690 francs de fortune nette), Ces cas découlent d'une utilisation inadéquate du code « partant » dans le système par le taxateur. Voir le procès-verbal FR au point 6.3 et 9.
- **Traitement de l'erreur** : Action 1c (correction des données fiscales 2008). Rajouter 168'021'434 francs de fortune nette au potentiel RPT
- ⇒ **Position du GT AQ RPT** : Oui
- ⇒ **Correction** : Sur la base d'une livraison complémentaire du Service fribourgeois des contributions du 22 mars 2011, la fortune nette des assujettis limités 2008 a été augmentée de 168'021'434 francs

1.2.5 Communication erronée pour les entreprises avec un statut fiscal cantonal particulier

- ❖ **AR** : Des modifications dans le système de taxation des personnes morales n'ont pas été enregistrées suite à la défaillance d'une fonctionnalité lors de la confirmation des mutations. Par conséquent, la communication des données RPT pour les personnes morales avec statut fiscal cantonal particulier taxées de manière définitive contient des erreurs. Le cas contraire existe également, c'est-à-dire que des personnes morales avec statut fiscal cantonal particulier et taxées de manière provisoires ont été communiquées en tant que « provisoire » alors qu'elles auraient pu être annoncées avec le code « définitif ». Si ces données avaient été communiquées de manière correcte pour les 15 sociétés concernées, il en aurait résulté une diminution de 1'696'000 francs ou 0,6% du bénéfice total déterminant. Voir le procès-verbal AR au point 6.4 et prise de position au point 6.4.
- **Traitement de l'erreur** : Action 1c (correction des données fiscales 2008). Diminution du potentiel de l'indicateur BPM à hauteur de 1'696'000 francs
- ⇒ **Position du GT AQ RPT** : Oui
- ⇒ **Correction** : Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI d'Appenzell Rhodes extérieures du 3 mai 2011, le bénéfice déterminant des personnes morales 2008 a été diminué de 1'696'000 francs

1.2.6 Prise en considération à tort de deux sociétés mixtes comme sociétés holdings

- ❖ **AG** : Les bénéfices de deux sociétés de groupe avec fonction de coordination pour des groupes actifs au niveau international ont été annoncés comme bénéfice de sociétés holdings au lieu de sociétés mixtes. Les bénéfices imposables concernés s'élèvent au total à 60'858'000 francs. Voir le procès-verbal AG aux points 6.4 et 10.
- **Traitement de l'erreur** : Action 2a (correction des données fiscales 2008). Prise en compte pour ces deux sociétés du code 4 (société mixte) à la place du code 2 (holding) pour les données 2008
- ⇒ **Position du GT AQ RPT** : Oui
- ⇒ **Correction** : Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI argovienne du 3 mai 2011, le bénéfice déterminant des personnes morales 2008 a été augmenté de 7'058'300 francs (cela concerne également le pt. 1.2.7)

1.2.7 Non conformité des communications à titre « définitif » pour des sociétés avec un statut cantonal particulier non encore taxées

- ❖ **AG:** Une société holding avec un bénéfice de 1,3 millions de francs a été annoncée à tort avec un code « définitif ». Voir le procès-verbal AG aux points 6.4 et 10.
- **Traitement de l'erreur :** *Prise en compte de cette société holding avec un code « provisoire » à la place de « définitif »*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Oui
- ⇒ **Correction :** Sur la base d'une livraison complémentaire de l'ACI argovienne du 3 mai 2011, le bénéfice déterminant des personnes morales 2008 a été augmenté de 7'058'300 francs (cela concerne également le pt. 1.2.6)

- ❖ **GL:** 29 sociétés avec un statut de société de domicile ont été annoncées avec un code de taxation « définitive » au lieu de « provisoire ». Dans plusieurs cas, il manquait la déclaration fiscale 2008 et/ou le bénéfice imposable était de 0 francs. Pour cinq cas communiqués avec un code « provisoire », un bénéfice imposable total de 356'900 francs n'a pas été annoncé. Voir le procès-verbal GL aux points 6.4, 7 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** *Pour le cinq cas relevés, prise en compte du code « provisoire » à la place de « définitif »*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Erreur matérielle, pas de correction

1.2.8 Communication manquante pour les bénéfices provenant d'autres revenus étrangers

- ❖ **GL:** Pour une société ayant un bénéfice net au titre des autres revenus étrangers de 2'207'100 francs, un montant de 0 franc a été annoncé. Voir le procès-verbal GL aux points 6.4, 7 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** *Sans conséquences au niveau du potentiel RPT, par conséquent pas de corrections pour les données RPT. Corrections uniquement pour la base de données de l'AFC*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Erreur matérielle, pas de correction

2 DIVERGENCES D'INTERPRETATION DE LA DIRECTIVE

2.1 Mise en œuvre de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct

2.1.1 Principe de cash au lieu du principe d'engagement

- ❖ **JU:** Le canton du Jura utilise le principe du cash plutôt que celui de l'engagement pour le décompte IFD au bénéfice des autres cantons. Le canton a indiqué que cette situation avait été corrigée pour l'indicateur de l'impôt à la source dès l'année fiscale 2009 du fait de la mise en œuvre d'une nouvelle application informatique. Voir le procès-verbal JU aux points 4.b et 6.2.
- **Traitement de la question :** *Aucune conséquence au niveau du potentiel RPT, mais une précision au niveau des spécifications RPT serait ici nécessaire*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Pas de nécessité de préciser les spécifications RPT

2.1.2 Autres points concernant l'application de l'Impôt fédéral direct

- ❖ **GL:** La répartition d'après le chiffre d'affaire et/ou sur la base des dépenses en Suisse n'est pas représentée selon le modèle de répartition de la LIFD. Les exigences formelles sont réalisées (confirmation de l'ACI Glaris). Il ne peut cependant pas être matériellement confirmé que le potentiel communiqué est conforme à la LIFD. Au moment du contrôle du CDF ces deux cas étaient en suspens auprès de l'AFC, Division surveillance cantons pour des clarifications. Voir le procès-verbal GL aux points 6.4, 7 et 9.
- **Traitement de l'erreur :** *Constatations par la Division „Surveillance cantons“ de l'AFC concernant la conformité des cas au sens de la LIFD*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Il s'agit d'une question de taxation qui ne relève pas de la compétence du GT AQ

2.2 Questions d'interprétations s'agissant de l'indicateur du revenu des sourciers

- ❖ **BS:** Le canton n'a pas annoncé le potentiel de la catégorie des ex-travailleurs au noir faisant l'objet d'une communication facilitée. Voir le procès-verbal BS aux points 4, 7 et 10.
- **Traitement de la question :** *Eventuelles précisions au niveau des spécifications RPT sur le traitement de cette catégorie de sourcier pour la RPT*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Ce point a déjà été traité dans une Newsletter de l'AFC. Ces ressources ne sont pas pertinentes pour la RPT

- ❖ **VD:** Selon la directive RPT, le canton peut librement choisir au travers de quel indicateur (RPP ou RPPS) le potentiel des sourciers mixtes non encore taxés à la date d'extraction RPT est communiqué. Selon le canton de Vaud, cette possibilité peut conduire à des inégalités de traitement au niveau du calcul des corrections pour la RPT. Voir le procès-verbal VD au point 7.
- **Traitement de la question :** *Une possibilité pourrait être de réduire le choix du canton au niveau de la livraison du potentiel des sourciers mixtes. Ce traitement devrait être alors précisé dans la directive RPT*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Aucun changement prévu. Les cantons ont le choix de l'indicateur (RPP/RPPS)

2.3 Critères pour l'application du code „définitif“ pour les sociétés holding pas encore taxées

- ❖ **AG:** Les données d'une société holding pas encore taxée ont été communiquées comme taxées „définitives“. Les conditions de la communication des « données définitives » pour les holdings ne sont pas remplies. Voir le procès-verbal AG aux points 6.4, 7 et 10.
- ❖ **ZG:** S'agissant d'un cas provisoire, pour lequel les données de la déclaration fiscale n'ont pas été prises en considérations, les données RPT concernées ont été communiquées avec un code „définitif“. Au sens strict, ces données auraient dû être prises en compte avec un code „provisoire“ dans le cadre de la RPT. Le bénéfice à communiquer aurait dû être de 132 millions de francs (avec un taux de réduction pour participations de 97 pour-cent). Ce montant a cependant été réduit à 3,5 millions du fait d'une information reçue du contribuable, identifiée au travers du code « avant perception ». Voir le procès-verbal ZG aux points 6.3 et 7 ainsi que la position de l'ACI ZG.
- **Traitement de la question :** *Quels sont les critères de prise en compte en tant que données „définitives“ RPT des potentiels des sociétés holding n'ayant pas encore fait l'objet d'une taxation au moment de l'extraction RPT?*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Pour le cas relatif à AG, les données sont considérées comme définitives si une déclaration d'impôt a été reçue et enregistrée. Pour celui de ZG, l'AFC ne voit pas la nécessité d'une précision des règles RPT

2.4 Existence de comptes par secteur d'activité pour les sociétés de domicile et mixtes

- ❖ **AI:** Pour les sociétés avec un statut cantonal particulier (de domicile respectivement société mixte), le CDF constate que les contribuables ne fournissent pas toujours des comptes par secteur d'activité. Les calculs sont parfois établis pas l'Administration fiscale cantonale elle-même. Tous les cas contrôlés étaient taxés définitivement. Voir le procès-verbal AI aux points 6.4 et 7.
- **Traitement de la question :** *Quelle est la pertinence/valeur du tableau de répartition comme moyen de preuve pour les sociétés à statut cantonal particulier (sociétés de domicile et sociétés mixtes) ?*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Les informations suivantes sont pertinentes pour les sociétés à statut cantonal particulier: ruling fiscal, déclaration d'impôt, tableau de répartition

2.4.1 Prise en considération des déductions pour les actions non cotées

Un problème existe auprès des cantons qui permettent ces déductions fiscales en les soustrayant du potentiel de fortune à communiquer. Cette problématique concerne les cantons de AG, UR et ZG. L'AFC a indiqué l'année dernière au canton de Zoug que la fortune nette avant déduction pour actions non cotées devait être communiquée. Voir le procès-verbal UR au point 6.3.

- **Traitement de la question :** *Communication du potentiel de fortune avant ou après déduction des actions non cotées ?*
- ⇒ **Position du GT AQ RPT :** Cette question a été traitée dans une Newsletter de l'AFC : la réponse est « avant déduction des actions non cotées »

CONTRÔLE FEDERAL DES FINANCES

Michel Huissoud
Vice-directeur

Grégoire Demaurex
Responsable de révision